

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 274****9 mars 2004****SOMMAIRE**

<b>Allianz Dresdner Asset Management Luxembourg S.A., Senningerberg</b> . . . . .	<b>13144</b>	<b>Lion-Intergestion, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13147</b>
<b>Amipar Holding S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13145</b>	<b>Ooststroom Investment S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13144</b>
<b>Andromède S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13149</b>	<b>Pani S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13149</b>
<b>ARBED S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13148</b>	<b>Patri S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13152</b>
<b>Audiolux S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13150</b>	<b>Patrinvest S.C.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13152</b>
<b>Aurea Finance Company S.A., Steinsel</b> . . . . .	<b>13151</b>	<b>Pharus Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13140</b>
<b>Cemfin S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13145</b>	<b>Pharus Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13140</b>
<b>Cerix Luxembourg S.A., Windhof</b> . . . . .	<b>13143</b>	<b>Pletor Holding S.A., Strassen</b> . . . . .	<b>13150</b>
<b>Citco Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13137</b>	<b>(La) Ramure S.A., Wiltz</b> . . . . .	<b>13132</b>
<b>Citco Finance (Luxembourg) S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13140</b>	<b>Rent Services S.A., Pétange</b> . . . . .	<b>13151</b>
<b>Creola S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13148</b>	<b>Siramot S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13151</b>
<b>DBSAM Funds, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13107</b>	<b>Société Luxembourgeoise de Sidérurgie S.A., Wilwerdange</b> . . . . .	<b>13136</b>
<b>Dema S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13149</b>	<b>Société Luxembourgeoise de Sidérurgie S.A., Wilwerdange</b> . . . . .	<b>13137</b>
<b>Dexia Patrimonial, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13146</b>	<b>Sofiag S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13147</b>
<b>Focused Fund</b> . . . . .	<b>13106</b>	<b>Soparv International S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13141</b>
<b>Foralim S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13150</b>	<b>Soparv International S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13143</b>
<b>Forfin S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13145</b>	<b>Tele 2 Europe S.A., Bertrange</b> . . . . .	<b>13144</b>
<b>FPSPI Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13113</b>	<b>Thobe S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13141</b>
<b>Galinvest S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13146</b>	<b>TuliMAA, S.à r.l., Medernach</b> . . . . .	<b>13136</b>
<b>Hademar S.A.H., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13148</b>	<b>Vunos</b> . . . . .	<b>13116</b>
<b>International Trade Export Company, S.à r.l., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13105</b>	<b>Xenos, Sicav, Luxembourg</b> . . . . .	<b>13106</b>
<b>Lagfin S.A., Luxembourg</b> . . . . .	<b>13147</b>		

**INTERNATIONAL TRADE EXPORT COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 29.391.

Il résulte d'une cession de parts du 3 décembre 2003 que 499 parts sociales ont été cédées à NBCA HOLDING S.A., avec siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, enregistrée au RC Luxembourg sous le numéro B 96.711.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 janvier 2004, réf. LSO-AM05896. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(012094.3/502/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**FOCUSED FUND, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion daté 12 février 2004, enregistré à Luxembourg, réf. LSO-AN04863, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2004.

UBS FOCUSED FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

J.-P. Gennari / I. Asseray

(017742.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2004.

**XENOS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 63.698.

L'an deux mille quatre, le seize février.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie,

s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société d'Investissement à Capital Variable XENOS, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 278 du 24 avril 1998, et modifiée suivant décision prise en une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 25 janvier 1999, dont le procès-verbal a été publié au Mémorial C numéro 659 du 21 août 2001,

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 63.698.

*Bureau*

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Michel Gelhay, directeur, demeurant à Halanzy (Belgique).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Manuella Piron, employée privée, demeurant à Limerlé (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Martine Vermeersch, employée privée, demeurant à Libramont (Belgique).

Le bureau ayant ainsi été constitué, Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

*Composition de l'assemblée*

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

*Exposé de Monsieur le Président*

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

Refonte complète des statuts de la Société pour notamment:

1. Accepter des souscriptions moyennant l'apport d'un portefeuille existant;
2. Appliquer le principe de désolidarisation des dettes et obligations des différents compartiments de la Société;
3. Permettre la création de classes d'actions au sein des compartiments de la Société;
4. Préciser les règles relatives à la dissolution et à la fusion de compartiments;
5. Remplacer toutes références à la loi du 30 mars 1988 par des références à la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
6. Divers.

II.- La présente assemblée a été convoquée par des avis de convocation publiés:

- au journal Luxemburger Wort du 29 janvier 2004 et du 6 février 2004;
- au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéros 115 du 29 janvier 2004 et 152 du 6 février 2004.

Par convocation contenant l'ordre du jour pour la présente assemblée, adressée aux actionnaires nominatifs par lettre missive, le 29 janvier 2004.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été posés au bureau pour inspection.

III.- Il résulte de la liste de présence que sur les 131.461 (cent trente et un mille quatre cent soixante et une) actions actuellement en circulation 5.266 (cinq mille deux cent soixante-six) actions sont présentes ou représentées.

L'assemblée, valablement convoquée, constate que le quorum de présence prévu par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée n'étant pas atteint, celle-ci ne peut valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Conformément à ce même article, une nouvelle assemblée pourra être convoquée dans les formes statutaires, pour délibérer aux conditions prévues par la loi sur les susdits points à l'ordre du jour.

*Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

*Frais*

Le montant des frais, rémunérations et charges, incombant à la société en raison des présentes, est estimé sans nul préjudice à la somme de six cents euros (EUR 600,-).

Dont procès-verbal, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, Notaire, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J.-M. Gelhay, M. Piron, M. Vermeersch, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2004, vol. 142S, fol. 54, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 24 février 2004.

T. Metzler.

(018036.2/222/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2004.

**DBSAM FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 94.979.

In the year two thousand four, on the thirteenth day of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch.

Was held an Extraordinary General Meeting (the «Meeting») of shareholders of DBSAM FUNDS (the Company), a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 94.979), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, of 24 July 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 4 September 2003, number 907.

The Meeting was opened with Mr Claude Niedner, lawyer, residing in Luxembourg, in the Chair, who appointed as secretary Mr Manfred Hoffmann, lawyer, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Henning Schwabe, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. The agenda of the present meeting is the following:

1. Amendment of the articles of incorporation of the Company (the «Articles of Incorporation») in order to reflect the following changes:

a) Submission of the Company to Part I of the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»); therefore all references in the Articles of Incorporation to the law of 30 March of 1988 on undertakings for collective investment shall be replaced by references to the 2002 Law;

b) Adaptation of Article 4 «Purpose» in light of Part I of the 2002 Law, so as to read as follows:

**«Art. 4. Purpose**

The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law of 20 December 2002»);

c) Adaptation of Article 5 «Share Capital - Classes of Shares» in light of the requirements of the 2002 Law, i.a. in order to reflect the minimum capital of the Company which shall be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-) and in order to replace the reference to article 111 of the law dated 30 March 1988 by a reference to article 133 of the 2002 Law;

d) Under Article 11 «Calculation of Net Asset Value per Share», adaptation of the valuation rules so as to comply with Part I of the 2002 Law;

e) Adaptation of Article 18 «Investment Policies and Restrictions» in light of Part I of the 2002 Law.

2. Miscellaneous.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled 'ne varietur' by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital of the Company in respect of the items of the agenda and the resolutions have to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

IV. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

V. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides to submit the Company to Part I of the Law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment and as a consequence, to replace all references in the Articles of Incorporation to the law dated 30 March 1988 on undertakings for collective investment by references to the law dated 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»).

*Second resolution*

As a consequence of the submission to the Company to Part I of the 2002 Law, the Meeting decides to amend article 4 «Purpose» which shall read as follows:

**«Art. 4. Purpose**

The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other financial assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «Law of 20 December 2002».)

*Third resolution*

As a consequence of the submission to the 2002 Law, the Meeting decides to amend Article 5 «Share Capital - Classes of Shares» in order to reflect i.a. that the minimum capital of the Company shall be as provided by law, i.e. EUR 1,250,000.- and in order to replace the reference to article 111 of the law dated 30 March 1988 by a reference to article 133 of the 2002 Law. As a consequence, Article 5 shall read as follows:

**«Art. 5. Share Capital - Classes of Shares**

The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes, and for the avoidance of doubt, the Company shall in any event issue Class P shares. Class P shares shall be issued to DBS ASSET MANAGEMENT Ltd only. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other financial assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (a «Sub-Fund») within the meaning of Article 133 of the Law of 20 December 2002 for each class of shares or for two or more classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in euro, be converted into euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.»

*Fourth resolution*

As a consequence of the larger scope of permitted investments under Part I of the 2002 Law, the Meeting decides to change the valuation rules set out in Article 11 of the Articles of Incorporation. In this respect, the Meeting decides to amend Point I of Article 11 «Calculation of Net Asset Value per Share» as follows:

«I. The value of the assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of transferable securities and money market instruments and any other assets listed or dealt in on any regulated market and/or any other regulated market will be based on its last closing price known at the end of the day preceding the relevant Valuation Day.

(c) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any regulated market and/or any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or any regulated market

and/or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(d) The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on regulated markets and/or other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on regulated markets and/or other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets and/or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(e) The value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any regulated market and/or other regulated market and with remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(f) Units or shares of open-ended UCI will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value.

(g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.»

#### *Fifth resolution*

For simplification purposes, the Meeting decides to reword Article 18 «Investment Policies and Restrictions» in light of Part I of the 2002 Law as follows:

#### **«Art. 18. Investment Policies and Restrictions**

The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations, in particular the provisions of Part I of the Law dated 20 December 2002.

In compliance with the requirements set forth by the Law dated 20 December 2002 and detailed in the Prospectus, in particular as to the type of markets on which the assets may be purchased or the status of the issuer or of the counterparty, each Sub-Fund may invest in:

- (i) transferable securities or money market instruments;
- (ii) shares or units of other UCI;
- (iii) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than 12 months;
- (iv) financial derivative instruments.

The investment policy of the Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

The Company may in particular purchase the above mentioned assets on any regulated market, stock exchange in an other State or any other regulated market of a State of Europe, being or not member of the European Union ('EU'), of America, Africa, Asia, Australia or Oceania as such notions are defined in the Prospectus.

The Company may also invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market, stock exchange in an other State or other regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each Sub-Fund in transferable securities or money market instruments issued or guaranteed by an EU member States, its local authorities, another member State of the OECD or public international bodies of which one or more member States of the EU are members being provided that if the Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant Sub-Fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue can not exceed 30% of the total net assets attributable to that Sub-Fund.

The board of directors may decide in relation to each Sub-Fund that such Sub-Fund may not invest more than 10% of its assets in other UCIs.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities and money market instruments provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments for hedging purposes in the context of the management of its assets and liabilities.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

**Follows the French translation:**

L'an deux mille quatre, le treize février.  
Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire («l'Assemblée») des actionnaires de DBSAM FUNDS (la «Société»), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social à 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 94.979) constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 24 juillet 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 4 septembre 2003, numéro 907.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude Niedner, avocat, demeurant à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Monsieur Manfred Hoffmann, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Monsieur Henning Schwabe, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification des statuts de la Société (les «Statuts») en vue de refléter les changements suivants:

a) Soumission de la Société à la Partie I de la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»); pour cette raison, toutes les références dans les Statuts à la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif sont remplacées par des références à la Loi de 2002;

b) Adaptation de l'Article 4 «Objet» en tant que conséquence de la soumission de la Société à la Loi de 2002, qui se lira comme suit:

**«Art. 4. Objet**

L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres avoirs financiers autorisés par la loi avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la «loi du 20 Décembre 2002».)

c) Adaptation de l'Article 5 «Capital Social - Catégories d'Actions» en raison des dispositions de la Loi de 2002, entre autre afin de refléter le capital minimum de la Société qui est de un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-) et de remplacer la référence à l'article 111 de la loi du 30 mars 1988 par une référence à l'article 133 de la loi de 2002;

d) A l'Article 11 «Valeur Nette d'Inventaire», adaptation des règles d'évaluation en vue de les rendre compatibles avec la Partie I de la Loi de 2002;

e) Adaptation de l'Article 18 «Politiques et Restrictions d'Investissement» au vu des dispositions de la Partie I de la Loi de 2002.

2. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et par le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que le quorum requis par la loi est d'au moins cinquante pour cent du capital émis de la Société pour les points à l'ordre du jour et que les résolutions doivent être prises par le vote affirmatif d'au moins deux tiers des votes exprimés à l'assemblée.

IV. Que le capital social étant entièrement présent ou représenté à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant qu'ils ont été dûment informés et ont eu connaissance de l'ordre du jour avant cette assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

V. Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée, et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée Générale prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de soumettre la Société à la Partie I de la Loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif et par conséquent, de remplacer toutes les références dans les Statuts à la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif par des références à la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif (la «Loi de 2002»).

*Deuxième résolution*

En conséquence de la soumission de la Société à la Partie I de la Loi de 2002, l'Assemblée décide de changer l'article 4 «Objet» qui aura la teneur suivante:

**«Art. 4. Objet**

L'objet exclusif de la Société est d'investir les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et autres avoirs financiers autorisés par la loi, avec l'objectif de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses avoirs.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, au sens le plus large autorisé par la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la «loi du 20 décembre 2002»).»

*Troisième résolution*

En conséquence de la soumission de la Société à la Loi de 2002, l'Assemblée décide de changer l'Article 5 «Capital Social - Catégories d'Actions» en vue de refléter que le capital minimum de la Société est le minimum requis par la loi, i.e. EUR 1.250.000,- et en vue de remplacer la référence à l'article 111 de la loi du 30 décembre 1988 par une référence à l'article 133 de la Loi de 2002. Par conséquent, l'article 5 prendra la teneur suivante:

**«Art. 5. Capital Social - Catégories d'Actions**

Le capital de la Société sera représenté par des actions entièrement libérées, sans mention de valeur, et sera à tout moment égal à la somme des actifs nets de la Société, établis conformément à l'Article 11 ci-dessous. Le capital minimum sera celui prévu par la loi, soit un million deux cent cinquante mille euros (EUR 1.250.000,-). Ce capital minimum doit être atteint dans un délai de six mois à partir de l'agrément de la Société en tant qu'organisme de placement collectif de droit luxembourgeois.

Les actions à émettre conformément à l'Article 7 ci-dessous pourront être émises, au choix du conseil d'administration, au titre de différentes catégories et à toutes fins utiles, il est précisé que la Société émettra en toute hypothèse des actions de Catégorie P. Les actions de Catégorie P ne seront émises qu'à DBS ASSET MANAGEMENT Ltd. Le produit de toute émission d'actions relevant d'une catégorie déterminée sera investi dans des valeurs mobilières de toute nature et autres avoirs financiers autorisés par la loi, suivant la politique d'investissement déterminée par le conseil d'administration pour le Compartiment, établi pour la (les) catégorie(s) d'actions concernée(s), compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la loi ou adoptées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment («Compartiment»), au sens de l'Article 133 de la loi du 20 décembre 2002, correspondant à une catégorie d'actions ou correspondant à deux ou plusieurs catégories d'actions, de la manière décrite à l'Article 11 ci-dessous. La Société constitue une seule et même entité juridique. Cependant, chaque masse d'avoirs sera investie au seul profit du Compartiment concerné. Par ailleurs, chaque Compartiment ne sera responsable que pour les engagements attribuables à ce Compartiment.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque catégorie d'actions seront, s'ils ne sont pas exprimés en euro, convertis en euro et le capital sera égal au total des avoirs nets de toutes les catégories d'actions.»

*Quatrième résolution*

En conséquence du plus large éventail d'investissements permis par la Partie I de la Loi de 2002, l'Assemblée décide de changer les règles d'évaluation mentionnées à l'Article 11 des Statuts. Dans ce contexte, l'Assemblée décide de modifier le point I de l'Article 11 «Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire par Action» comme suit:

«(I) La valeur des avoirs sera déterminée de la manière suivante:

(a) La valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts annoncés ou venus à échéance tels que susmentionnés mais non encore encaissés, consistera dans la valeur nominale de ces avoirs. S'il s'avère toutefois improbable que cette valeur pourra être touchée en entier, la valeur sera déterminée en retranchant un montant qui sera estimé adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

(b) La valeur des valeurs mobilières et des instruments du marché monétaire et tous autres avoirs cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un marché réglementé et/ou un autre marché réglementé sera basée sur son dernier cours de clôture connu à la fin du jour précédant le Jour d'Évaluation concerné.

(c) Au cas où des avoirs ne sont pas cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un marché réglementé et/ou un autre marché réglementé, ou si, en ce qui concerne les avoirs cotés ou négociés sur une bourse de valeurs, ou un marché réglementé et/ou un autre marché réglementé pour lesquels le prix tel que déterminé suivant le paragraphe (b) n'est pas représentatif d'une juste valeur de marché des avoirs concernés, ceux-ci seront évalués sur base du prix de vente prévisible estimé avec prudence et de bonne foi.

(d) La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'option qui ne sont pas négociés sur des bourses de valeurs ou des marchés réglementés et/ou autres marchés réglementés équivaldra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le conseil d'administration, sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'options négociés sur des bourses de valeurs ou des marchés réglementés et/ou autres marchés réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les bourses de valeurs et marchés réglementés et/ou autres marchés réglementés sur lesquels ces contrats d'options ou ces contrats à terme sont négociés par la Société; pour autant que si un contrat d'options ou un contrat à terme ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le conseil d'administration de façon juste et raisonnable. Les swaps sont évalués à leur valeur de marché.

(e) La valeur des instruments du marché monétaire qui ne sont pas cotés ou négociés sur une bourse de valeurs ou un marché réglementé et/ou autre marché réglementé et dotés d'une échéance résiduelle de moins de 12 mois et de plus de 90 jours est censée être la valeur nominale, augmentée des intérêts courus. Les instruments du marché monétaire avec une échéance résiduelle de 90 jours ou moins sont évalués suivant la méthode du coût amorti, qui se rapproche de la valeur de marché;

(f) Les parts ou actions d'organismes de placement collectif de type ouvert sont évaluées en fonction de leur dernière valeur nette d'inventaire déterminée et disponible ou, si ce prix n'est pas représentatif de la valeur de marché de ces avoirs, le prix sera déterminé par le conseil d'administration de façon juste et raisonnable. Les parts ou actions d'organismes de placement collectif de type fermé sont évaluées à leur dernière valeur de bourse connue.

(g) Tous autres valeurs et avoirs seront évalués à leur juste valeur, telle que déterminée de bonne foi selon les procédures établies par le conseil d'administration.

La valeur de tous les avoirs et engagements non exprimés dans la devise de référence du Compartiment sera convertie dans la devise de référence du Compartiment au taux de change qui prévaut à Luxembourg le Jour d'Evaluation concerné. Si ces cours ne sont pas disponibles, le taux de change sera déterminé avec prudence et bonne foi par et selon les procédures fixées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration, à son entière discrétion, pourra permettre l'utilisation de toute autre méthode d'évaluation s'il considère que cette évaluation reflète mieux la valeur probable de réalisation d'un avoir détenu par la Société.»

#### *Cinquième résolution*

Pour des raisons de simplification, l'Assemblée décide de donner le contenu suivant à l'article 18 «Politiques et Restrictions d'Investissement» au vu des dispositions de la Partie I de la Loi de 2002:

#### **«Art. 18. Politiques et Restrictions d'Investissement**

Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer les politiques et stratégies d'investissement à respecter pour chaque Compartiment ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration et la conduite des affaires de la Société, dans les limites fixées par le conseil d'administration conformément aux lois et règlements applicables, en particulier les dispositions de la Partie I de la Loi du 20 décembre 2002.

En conformité avec les exigences posées par la Loi du 20 décembre 2002 et tel que décrit dans le Prospectus, et plus particulièrement en matière de type de marché sur lesquels les actifs peuvent être achetés procéder aux investissements suivants:

- (i) valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire;
- (ii) actions ou parts d'autres OPC;
- (iii) dépôts auprès des institutions de crédit, remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois;
- (iv) instruments financiers dérivés.

La politique d'investissement de la Société peut répliquer la composition d'un panel d'actifs ou de titres de créances reconnus par l'autorité de contrôle de Luxembourg.

La Société peut en particulier acheter les actifs mentionnés ci-dessus sur tous les marchés réglementés, toutes les bourses de valeurs d'un autre Etat ou sur tout autre marché réglementé d'un Etat européen, membre ou non de l'Union Européenne («UE»), d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie, telles que ces notions sont décrites dans le Prospectus.

La Société peut aussi investir dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire nouvellement émis, pourvu que l'émission soit effectuée par un organisme dont la demande d'admission sur une liste officielle d'un marché réglementé, d'une bourse de valeur dans un autre Etat ou dans tout autre marché réglementé sera faite et acceptée dans un délai d'une année courant au jour de l'émission.

En conformité avec le principe de la répartition des risques, la Société est autorisée à investir jusqu'à 100% des actifs nets de chaque Compartiment dans des valeurs mobilières ou des instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, ses autorités locales, par un autre Etat membre de l'OCDE ou les organismes internationaux publics dont un ou plusieurs Etats membres de l'UE sont membres, étant entendu que si la Société opte pour la possibilité décrite ci-dessus, il devra conserver, dans l'intérêt de chaque Compartiment correspondant, les actifs appartenant au moins à six émissions différentes. Les actifs appartenant à une émission ne pourront pas excéder 30% du nombre total des actifs nets de ce Compartiment.

Le conseil d'administration pourra décider en relation avec chaque Compartiment que ce Compartiment ne pourra pas investir plus que 10% de ses avoirs dans d'autres OPC.

La Société est autorisée (i) à utiliser des techniques et instruments relatifs aux valeurs mobilières et aux instruments du marché monétaire pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés dans le cadre d'une gestion de portefeuille efficiente et (ii) à utiliser des techniques et instruments pour des raisons de couverture de risques dans le cadre d'une gestion de portefeuille de ses actifs et de ses obligations.»

Aucun point n'étant plus soumis à l'Assemblée, celle-ci est aussitôt close.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leurs nom, prénom, état civil et résidence, ces mêmes personnes ont signé avec Nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: C. Niedner, M. Hoffmann, H. Schwabe, H. Hellinckx.



Enregistré à Mersch, le 16 février 2004, vol. 426, fol. 86, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 17 février 2004.

H. Hellinckx.

(016838.3/242/369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2004.

### **FPSPi SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 90.873.

L'an deux mille quatre, le douze février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son collègue empêché, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, lequel restera dépositaire de la présente minute.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable FPSPi SICAV, ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, dûment enregistrée au Registre de Commerce sous le numéro B 90.873 et constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch, en date du 20 décembre 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 225 du 3 mars 2003.

L'Assemblée est ouverte à 10.30 heures sous la présidence de Madame Claire Lambert, employée privée, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Bénédicte Lebigot, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Lute Masangu, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le président expose et prie alors le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que les quatre-vingt-deux millions six mille cinq cent quatre-vingt-trois (82.006.583) actions en circulation sont valablement représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour:*

1 Modification de l'article 3 des Statuts comme suit:

«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières de toutes espèces, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.

Ces valeurs mobilières doivent être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat Eligible ou doivent être négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public d'un Etat Eligible.

Par «Etat Eligible», on entend tout pays des continents européen, américain, asiatique, océanien et africain.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.»

2 Modification de l'article 5, paragraphe 2 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002 comme suit:

«Les actions seront, suivant ce que le conseil d'administration décidera, de différents compartiments au sens de la loi du 20 décembre 2002 susvisée (ci-après des «Sous-Fonds») et le produit de l'émission de chacun de ces Sous-Fonds sera placé, suivant l'article trois ci-dessus, en valeurs mobilières ou autres avoirs correspondant à une zone géographique, à un secteur industriel, à une zone monétaire, à un profil de risque, ou à tel type spécifique d'actions, d'obligations ou autres instruments financiers suivant ce que le conseil d'administration décidera pour chaque Sous-Fonds. Chaque Sous-Fonds sera désigné par un nom générique.

Modification de l'article 5, paragraphe 6 des Statuts relatif au capital social minimum tel que mentionné dans la loi 2002 comme suit:

«Le capital minimum de la Société ne peut être inférieur à EUR 1.250.000,- et doit être atteint dans les six mois suivant l'inscription de la Société sur la liste officielle des organismes de placement collectif.»

3 Modification de l'article 16 des Statuts relatif à la description de la politique d'investissement. L'article 16 devra se lire comme suit:

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque classe d'actions et la masse d'avoirs y relative (appelée «Sous-Fonds») ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société.

Le conseil d'administration de la Société peut notamment décider:

- des investissements en:

1. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs de tout Etat Eligible;

2. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociées sur un autre marché d'un Etat Eligible, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (un «Marché Réglementé»);

3. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émises, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un «Marché Réglementé» précité soit introduite et que cette admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission. «Etat Eligible» s'entend de tout Etat d'Europe, d'Asie, d'Océanie, des continents américains et d'Afrique.

4. Chaque compartiment est autorisé à placer selon la répartition des risques, jusqu'à 100% de ses actifs dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat membre de l'OCDE, par des organismes Internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membre de l'Union Européenne étant entendu que si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle détienne, pour le compte du Compartiment concerné, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs attribuables à ce Compartiment.

5. Chaque Compartiment peut aussi investir en parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 85/611/CEE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe (2), premier et deuxième tirets, de la directive 85/611/CEE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union Européenne, à condition que:

- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;

- le niveau de la protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 85/611/CEE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée;

- la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%.»

4 Modification de l'article 20 des Statuts relatif au réviseur d'entreprise de la Société afin de répondre aux attentes de l'article 113 de la loi de 2002. L'article devra se lire comme suit:

«Les opérations de la Société et sa situation financière comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui exerceront les fonctions prescrites par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif. Les réviseurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires ou lorsque leurs successeurs seront élus.»

5 Modification de l'article 28 des Statuts paragraphe 2 des Statuts relatif au capital social minimum. L'article devra se lire comme suit:

«Pour les actions de distribution, chaque Sous-Fonds est autorisé à distribuer le dividende maximal autorisé par la loi. La Société peut distribuer autant de dividende qu'elle juge approprié, à condition que le total des actifs nets de la Société demeure à tout moment égal ou supérieur à EUR 1.250.000,-.»

6 Modification de l'article 30 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002, comme suit:

«En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Les opérations de liquidation seront conduites conformément à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.»

7 Modification de l'article 32 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.»

## 8 Divers

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des Statuts comme suit:

«L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières de toutes espèces, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.

Ces valeurs mobilières doivent être admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat Eligible ou doivent être négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public d'un Etat Eligible.

Par «Etat Eligible», on entend tout pays des continents européen, américain, asiatique, océanien et africain.

La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la partie I de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 5, paragraphe 2 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002 comme suit:

«Les actions seront, suivant ce que le conseil d'administration décidera, de différents compartiments au sens de la loi du 20 décembre 2002 susvisée (ci-après des «Sous-Fonds») et le produit de l'émission de chacun de ces Sous-Fonds sera placé, suivant l'article trois ci-dessus, en valeurs mobilières ou autres avoirs correspondant à une zone géographique, à un secteur industriel, à une zone monétaire, à un profil de risque, ou à tel type spécifique d'actions, d'obligations ou autres instruments financiers suivant ce que le conseil d'administration décidera pour chaque Sous-Fonds. Chaque Sous-Fonds sera désigné par un nom générique.

L'assemblée décide également de modifier l'article 5, paragraphe 6 des Statuts relatif au capital social minimum tel que mentionné dans la loi 2002 comme suit:

«Le capital minimum de la Société ne peut être inférieur à EUR 1.250.000,- et doit être atteint dans les six mois suivant l'inscription de la Société sur la liste officielle des organismes de placement collectif.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 16 des Statuts relatif à la description de la politique d'investissement. L'article 16 devra se lire comme suit:

«Le conseil d'administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer l'orientation générale de la gestion et la politique d'investissement pour chaque classe d'actions et la masse d'avoirs y relative (appelée «Sous-Fonds») ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société.

Le conseil d'administration de la Société peut notamment décider:

- des investissements en:

1. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs de tout Etat Eligible;

2. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociées sur un autre marché d'un Etat Eligible, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (un «Marché Réglementé»);

3. valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émises, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un «Marché Réglementé» précité soit introduite et que cette admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission. «Etat Eligible» s'entend de tout Etat d'Europe, d'Asie, d'Océanie, des continents américains et d'Afrique.

4. Chaque compartiment est autorisé à placer selon la répartition des risques, jusqu'à 100% de ses actifs dans différentes émissions de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'Union Européenne, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat membre de l'OCDE, par des organismes Internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membre de l'Union Européenne étant entendu que si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle détienne, pour le compte du Compartiment concerné, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une même émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs attribuables à ce Compartiment.

5. Chaque Compartiment peut aussi investir en parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 85/611/CEE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe (2), premier et deuxième tirets, de la directive 85/611/CEE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union Européenne, à condition que:

- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;

- le niveau de la protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 85/611/CEE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée;

- la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%.»

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 20 des Statuts relatif au réviseur d'entreprise de la Société afin de répondre aux attentes de l'article 113 de la loi de 2002. L'article devra se lire comme suit:

«Les opérations de la Société et sa situation financière comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise qui devront satisfaire aux exigences de la loi luxembourgeoise concernant leur honorabilité et leur expérience professionnelle, et qui exerceront les fonctions prescrites par la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif. Les réviseurs seront élus par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires ou lorsque leurs successeurs seront élus.»

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 28 des Statuts paragraphe 2 des Statuts relatif au capital social minimum. L'article devra se lire comme suit:

«Pour les actions de distribution, chaque Sous-Fonds est autorisé à distribuer le dividende maximal autorisé par la loi. La Société peut distribuer autant de dividende qu'elle juge approprié, à condition que le total des actifs nets de la Société demeure à tout moment égal ou supérieur à EUR 1.250.000,-.»

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 30 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002, comme suit:

«En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Les opérations de liquidation seront conduites conformément à la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.»

*Septième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 32 des Statuts relatif à la mention de la loi du 20 décembre 2002:

«Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé C. Lambert, B. Lebichot, L. Masangu, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 13 février 2004, vol. 426, fol. 86, case 3.– Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 18 février 2004.

H. Hellinckx.

(018316.3/242/209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2004.

**VUNOS, Fonds Commun de Placement.**

—

**VERWALTUNGSREGLEMENT**

Das Verwaltungsreglement, welches am 2. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde, legt, zusammen mit einer ersten Änderung vom 3. Juli 2001, die am 18. Juli 2001 im Mémorial veröffentlicht wurde sowie einer zweiten Änderung vom 12. Februar 2004, die am 9. März 2004 im Mémorial veröffentlicht wurde, allgemeine Grundsätze für die von der AXXION S.A. gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in der Form von «Fonds Communs de Placement» aufgelegten und verwalteten Fonds fest, soweit die Sonderreglements der jeweiligen Fonds das Verwaltungsreglement zum integralen Bestandteil erklären. Die spezifischen Charakteristika der Fonds werden in den Sonderreglements der jeweiligen Fonds beschrieben, in denen ergänzende und abweichende Regelungen zu einzelnen Bestimmungen des Verwaltungsreglements getroffen werden können.

Das Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement bilden gemeinsam als zusammenhängende Bestandteile die für den entsprechenden Fonds geltenden Vertragsbedingungen.

**Art. 1. Die Fonds.**

1. Jeder Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen («fonds commun de placement») aus Wertpapieren und sonstigen zulässigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird.

Jeder Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 20. Dezember 2002»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Jeder Anleger ist am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds beteiligt.

2. Das jeweilige Fondsvermögen abzüglich der dem jeweiligen Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten («Netto-Fondsvermögen») muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des entsprechenden Fonds mindestens den Gegenwert von 1.250.000 Euro erreichen. Jeder Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft verwaltet. Die im jeweiligen Fondsvermögen befindlichen Vermögenswerte werden von der Depotbank verwahrt.

3. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Alle Verpflichtungen und Verbindlichkeiten eines Teilfonds verpflichten nur diesen Teilfonds.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber»), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind im Verwaltungsreglement sowie im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, die beide von der Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der Depotbank erstellt werden.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt jeder Anteilhaber das Verwaltungsreglement, das Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds sowie alle genehmigten Änderungen derselben an.

**Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.**

1. Verwaltungsgesellschaft ist die AXXION S.A.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet die Fonds im eigenen Namen, jedoch ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des jeweiligen Fonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des jeweiligen Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder sowie sonstige natürliche oder juristische Personen mit der Ausführung der täglichen Anlagepolitik betrauen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung Investmentmanager und Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuß beraten lassen. Die Kosten hierfür trägt die Verwaltungsgesellschaft, sofern im Sonderreglement des jeweiligen Fonds keine anderweitige Bestimmung getroffen wird.

5. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, der aktuelle Informationen zu dem Fonds enthält, insbesondere im Hinblick auf Anteilspreise, Vergütungen und Verwaltung des Fonds.

### **Art. 3. Die Depotbank.**

1. Die Depotbank für einen Fonds wird im jeweiligen Sonderreglement bestimmt.

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte des jeweiligen Fonds beauftragt. Die Rechte und Pflichten der Depotbank richten sich nach dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement des jeweiligen Fonds und dem Depotbankvertrag zu dem jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung.

3. Alle Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Investmentanteile und andere Vermögenswerte eines Fonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten und Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Verwaltungsreglements sowie des Sonderreglements des jeweiligen Fonds verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Dritte, insbesondere andere Banken und Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten beauftragen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a. Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;  
b. gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das jeweilige Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank ist an Weisungen der Verwaltungsgesellschaft gebunden, sofern solche Weisungen nicht dem Gesetz, dem Verwaltungsreglement, dem Sonderreglement oder dem Verkaufsprospekt des jeweiligen Fonds in ihrer jeweils gültigen Fassung widersprechen.

6. Verwaltungsgesellschaft und Depotbank sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem jeweiligen Depotbankvertrag zu kündigen. Im Falle einer Kündigung der Depotbankbestellung ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen, andernfalls die Kündigung der Depotbankbestellung notwendigerweise die Auflösung des entsprechenden Fonds zur Folge hat; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

### **Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik.**

Die Anlageziele und die spezifische Anlagepolitik eines Teilfonds werden auf der Grundlage der nachfolgenden allgemeinen Richtlinien im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds festgelegt. Die Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds umfaßt dementsprechend die Anlage in Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, internationaler Emittenten, Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten einschließlich flüssiger Mittel. Die Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar.

Für die Berechnung der Mindestgrenze für das Netto-Fondsvermögen gemäß Artikel 1 Nummer 2 des Verwaltungsreglements sowie für die in Artikel 4 Absatz 8 i. des Verwaltungsreglements aufgeführten Anlagegrenzen ist auf das Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Vermögen der Teilfonds ergibt.

#### **1. Notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente**

Ein Fondsvermögen wird grundsätzlich in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden geregelten Markt («geregelter Markt») innerhalb der Kontinente von Europa, Nord- und Südamerika, Australien (mit Ozeanien), Afrika oder Asien amtlich notiert bzw. gehandelt werden.

#### **2. Neuemissionen und Geldmarktinstrumente**

Ein Fondsvermögen kann Neuemissionen enthalten, sofern diese

a. in den Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder zum Handel an, einem anderen geregelten Markt zu beantragen, und  
b. spätestens ein Jahr nach Emission an einer Börse amtlich notiert oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt zugelassen werden.

Sofern die Zulassung an einem der unter Nummer 1 dieses Artikels genannten Märkte nicht binnen Jahresfrist erfolgt, sind Neuemissionen als nicht notierte Wertpapiere gemäß Nummer 3 dieses Artikels anzusehen und in die dort erwähnte Anlagegrenze einzubeziehen.

#### **3. Nicht notierte Wertpapiere und Geldmarktinstrumente**

Bis zu 10% eines Netto-Teilfondsvermögens können in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die weder an einer Börse amtlich notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

#### **4. Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren**

Das Netto-Teilfondsvermögen kann in Anteilen von nach der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 20. Dezember 1985 Nr. 85/611/EWG zugelassenen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs («OGAW») und/oder anderer Organismen für gemeinsame Anlagen («OGA») im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der genannten Richtlinie mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat angelegt werden, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611 /EWG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

#### 5. Sichteinlagen

Es können Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten gehalten werden, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der satzungsmässige Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

#### 6. Abgeleitete Finanzinstrumente

Es können abgeleitete Finanzinstrumente, einschliesslich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der in Nummer 1 bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzierungsinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate») erworben werden, sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne der Nummern 1. bis 7. oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäß den in seinen Gründungsdokumenten genannten Anlagezielen investieren darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurden, und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des OGAW zum angemessenen Zeitwert veräussert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

#### 7. Geldmarktinstrumente

Es können Geldmarktinstrumente erworben werden, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, aber liquide sind und deren Wert jederzeit bestimmt werden kann, sofern die Emission oder Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über die Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt und vorausgesetzt, diese Instrumente werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedsstaats der EU, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder Europäischen Investitionsbank, von einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Mitgliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert, oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter Nummer 1 dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut begeben oder garantiert, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen unterliegt und diese einhält, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, zweiten und dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG aufstellt, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch die Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

#### B. Anlagegrenzen

a. i) Bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens können in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein- und desselben Emittenten angelegt werden. Bis zu 20% des Netto-Teilfondsvermögens dürfen in Einlagen ein und desselben Emittenten angelegt werden. Das Ausfallrisiko bei Geschäften mit OTC-Derivaten darf 10% des Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne der Nummer 5 ist, oder höchstens 5% des Netto-Teilfondsvermögens in allen übrigen Fällen.

ii) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, bei denen mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt sind, ist auf höchstens 40% dieses Netto-Teilfondsvermögens begrenzt. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der in i) aufgeführten Einzelobergrenzen darf das Netto-Teilfondsvermögen bei einem Emittenten höchstens zu 20% in einer Kombination aus

- von diesem Emittenten begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder

- Einlagen und/oder

- von diesem Emittenten erworbenen OTC-Derivaten investiert werden.

b. Der unter a. i) Satz 1 genannte Prozentsatz von 10% erhöht sich auf 35%, und der unter a. ii) Satz 1 genannte Prozentsatz von 40% entfällt für Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die von den folgenden Emittenten begeben oder garantiert werden:

- Mitgliedstaaten der Europäischen Union («EU») und deren Gebietskörperschaften;
- Mitgliedsstaaten der OECD;
- Staaten, die nicht Mitgliedstaaten der EU sind;
- internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

c. Die unter a. i) und ii) Satz 1 genannten Prozentsätze erhöhen sich von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80% für Schuldverschreibungen, welche von Kreditinstituten, die in einem Mitgliedstaat der EU ansässig sind, begeben werden, sofern

- diese Kreditinstitute auf Grund eines Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht zum Schutz der Inhaber solcher Schuldverschreibungen unterliegen,

- der Gegenwert solcher Schuldverschreibungen dem Gesetz entsprechend in Vermögenswerten angelegt wird, die während der gesamten Laufzeit dieser Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und

- die erwähnten Vermögenswerte beim Ausfall des Emittenten vorrangig zur Rückzahlung von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

Die hier erwähnten Schuldverschreibungen werden bei der Anwendung der in a. ii) genannten Anlagegrenze von 40% nicht berücksichtigt.

d. Die Anlagegrenzen unter a. bis c. dürfen nicht kumuliert werden. Hieraus ergibt sich, dass Anlagen in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein- und desselben Emittenten oder Einlagen bei dieser Institution oder Derivate derselben in keinem Fall 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens überschreiten dürfen.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349 EWG oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem Paragraph vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Unternehmensgruppe anzusehen.

Kumulativ dürfen bis zu 20% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe angelegt werden.

e. Unbeschadet der unter i. festgelegten Anlagegrenzen werden die unter a. genannten Obergrenzen für Anlagen in Aktien und/oder Schuldtiteln ein und desselben Emittenten auf höchstens 20% angehoben, wenn es gemäß den Gründungsdokumenten des Teilfonds Ziel seiner Anlagepolitik ist, einen bestimmten, von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex nachzubilden; Voraussetzung hierfür ist, dass

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht;
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die im Satz 1 festgelegte Grenze wird auf höchstens 35% angehoben, sofern dies aufgrund aussergewöhnlicher Marktbedingungen gerechtfertigt ist, und zwar insbesondere bei geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Eine Anlage bis zu dieser Obergrenze ist nur bei einem einzigen Emittenten zulässig.

f. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds abweichend von a. bis d. ermächtigt werden, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem Staat, der Mitgliedstaat der OECD ist oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen wenigstens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein- und derselben Emission 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

g. I) Für den Teilfonds dürfen Anteile von anderen OGAW und/oder OGA im Sinne der Nummer 4 erworben werden, sofern er höchstens 20 seines Vermögens in Anteilen ein und desselben OGAW bzw. sonstigen OGA anlegt. Zum Zwecke der Anwendung dieser Anlagegrenze wird jeder Teilfonds eines OGA mit mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 als eigenständiger Emittent unter der Voraussetzung betrachtet, dass die Trennung der Haftung der Teilfonds in Bezug auf Dritte sichergestellt ist.

ii) Anlagen in Anteilen von anderen OGA als OGAW dürfen insgesamt 30% des Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen. In den Fällen, in denen der Teilfonds Anteile eines anderen OGAW und/oder sonstigen OGA erworben hat, müssen die Anlagewerte des betreffenden OGAW oder anderen OGA hinsichtlich der Obergrenzen der Nummer 8 a. bis d. nicht berücksichtigt werden.

iii) Erwirbt der Teilfonds Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von der derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, die mit der Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den Teilfonds keine Gebühren berechnen.

h. Die Verwaltungsgesellschaft wird für die Gesamtheit der von ihr verwalteten Fonds, die unter den Anwendungsbereich des Teils I des Gesetzes vom 30. März 1988 für Organismen für gemeinsame Anlagen sowie des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 fallen, stimmberechtigte Aktien insoweit nicht erwerben, als ein solcher Erwerb ihr einen wesentlichen Einfluß auf die Geschäftspolitik des Emittenten gestattet.

i. Die Verwaltungsgesellschaft darf für jeden Fonds höchstens

- 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien,
- 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen,
- 25% der Anteile ein und desselben OGAW und/oder anderen OGA,
- 10% der von einem einzigen Emittenten ausgegebenen Geldmarktinstrumente, erwerben.

Die Anlagegrenzen des zweiten, dritten und vierten Gedankenstriches bleiben insoweit außer Betracht, als das Gesamtemissionsvolumen der erwähnten Schuldverschreibungen oder Geldmarktinstrumente bzw. die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile oder Aktien eines OGA zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht ermittelt werden können.

Die hier unter h. und i. aufgeführten Anlagegrenzen sind auf solche Wertpapiere und Geldmarktinstrumente nicht anzuwenden, die von Mitgliedstaaten der EU und deren Gebietskörperschaften oder von Staaten, die nicht Mitgliedstaat der EU sind, begeben oder garantiert oder von internationalen Organismen öffentlichrechtlichen Charakters begeben werden, denen mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört.

Die hier unter h. und i. aufgeführten Anlagegrenzen sind ferner nicht anwendbar auf den Erwerb von Aktien an Gesellschaften mit Sitz in einem Staat, der nicht Mitgliedstaat der EU ist, sofern:

- solche Gesellschaften hauptsächlich Wertpapiere von Emittenten mit Sitz in diesem Staat erwerben,
- der Erwerb von Aktien einer solchen Gesellschaft aufgrund gesetzlicher Bestimmungen dieses Staates den einzigen Weg darstellt, um in Wertpapieren von Emittenten mit Sitz in diesem Staat zu investieren,
- die erwähnten Gesellschaften im Rahmen ihrer Anlagepolitik Anlagegrenzen respektieren, die denjenigen der Nummer 8 a. bis e. und g. sowie h. und i. 1. bis 4. Gedankenstrich des Verwaltungsreglements entsprechen. Bei Überschreitung der Anlagegrenzen der Nummer 8 a. bis e. und g. sind die Bestimmungen der Nummer 18 sinngemäß anzuwenden.

j. Für einen Teilfonds dürfen abgeleitete Finanzinstrumente eingesetzt werden, sofern das hiermit verbundene Gesamtrisiko das Netto-Teilfondsvermögen nicht überschreitet. Bei der Berechnung der Risiken werden der Marktwert der Basiswerte, das Ausfallrisiko, künftige vorhersehbare Marktentwicklungen und die Liquidationsfrist der Positionen berücksichtigt. Ein Teilfonds darf als Teil seiner Anlagestrategie innerhalb der in Artikel 43 (5) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Grenzen Anlagen in abgeleiteten Finanzinstrumenten tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen des Artikels 43 nicht überschreitet. Anlagen in indexbasierten Derivaten müssen bei den Anlagegrenzen des genannten Artikels nicht berücksichtigt werden. Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften dieses Absatzes mit berücksichtigt werden.

## 9. Optionen

a. Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert während eines bestimmten Zeitraums zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call-Option») oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put-Option»). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

Die entrichtete Prämie einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen, sofern der Kurs des der Option zugrundeliegenden Wertpapiers sich nicht erwartungsgemäß entwickelt und es deshalb nicht im Interesse des Teilfonds liegt, die Option auszuüben.

Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht das Risiko, daß der Teilfonds nicht mehr an einer möglicherweise erheblichen Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt beziehungsweise sich bei Ausübung der Option durch den Vertragspartner zu ungünstigen Marktpreisen eindecken muß.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht das Risiko, daß der Teilfonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere bei Ausübung der Option deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Teilfondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für einen Teilfonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden.

Darüber hinaus können für einen Teilfonds Optionen der beschriebenen Art ge- und verkauft werden, die nicht an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden («over-the-counter» oder «OTC»-Optionen), sofern die Vertragspartner des Teilfonds erstklassige, auf solche Geschäfte spezialisierte Finanzinstitute und Teilnehmer an den OTC-Märkten sind und einer bonitätsmäßig einwandfreien Einstufung durch eine international anerkannte Ratingagentur unterliegen.

c. Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b. genannten Optionen darf 15% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen.

d. Für einen Teilfonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt und durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Teilfonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Put-Optionen, so muß der entsprechende Teilfonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus den Optionsgeschäften nachkommen zu können.

## 10. Finanzterminkontrakte

a. Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise



hungsweise zu liefern. Dies ist mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße («Einschuß») sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können, bezogen auf den Einschuß, zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

b. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindizes kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c. Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste oder Zinsänderungsrisiken absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

d. Ein Teilfonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verpflichtungen aus Verkäufen von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Teilfondsvermögen unterlegt sind.

#### 11. Wertpapierpensionsgeschäfte

Ein Teilfonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften (repurchase agreements) kaufen, sofern der jeweilige Vertragspartner sich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichtet sowie Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner solcher Geschäfte ein erstklassiges Finanzinstitut und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Im Rahmen eines Wertpapierpensionsgeschäftes erworbene Wertpapiere kann der Teilfonds während der Laufzeit des entsprechenden Wertpapierpensionsgeschäftes nicht veräußern. Im Rahmen des Verkaufs von Wertpapieren in Form von Wertpapierpensionsgeschäften ist der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte stets auf einem Niveau zu halten, das es dem Teilfonds ermöglicht, jederzeit seiner Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

#### 12. Wertpapierleihe

Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können Wertpapiere insgesamt bis zu 50% des Wertes des jeweiligen Wertpapierbestandes auf höchstens 30 Tage ge- oder verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut hervorragender Bonität organisiert ist.

Im Rahmen der Wertpapierleihe von Wertpapieren an dem Teilfondsvermögen kann die Wertpapierleihe mehr als 50% des Wertes des Wertpapierbestandes in einem Teilfondsvermögen erfassen, sofern dem jeweiligen Teilfonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuerlangen.

Der Teilfonds als Leihgeber muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder weltweiten Charakters begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Teilfonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CLEARSTREAM INTERNATIONAL, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

Der Teilfonds kann im Rahmen der Wertpapierleihe als Leihnehmer im Zusammenhang mit der Erfüllung eines Wertpapierverkaufs in folgenden Fällen auftreten:

- während einer Zeit, in welcher die Wertpapiere zu Registrierungszwecken versandt wurden;
- wenn Wertpapiere verliehen und nicht rechtzeitig zurückerstattet wurden;
- zur Vermeidung der Nichterfüllung eines Wertpapierverkaufs, wenn die Depotbank ihrer Lieferverpflichtung nicht nachkommt.

Sofern Wertpapiere in das Teilfondsvermögen geliehen werden, darf während der Laufzeit der entsprechenden Wertpapierleihe über die geliehenen Wertpapiere nicht verfügt werden, es sei denn, es besteht im Teilfondsvermögen eine ausreichende Absicherung, die es dem Teilfonds ermöglicht, nach Ende der Laufzeit eines Wertpapiervertrages seiner Verpflichtung zur Rückgabe der geliehenen Wertpapiere nachzukommen.

#### 13. Sonstige Techniken und Instrumente

a. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für einen Teilfonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere oder Indizes zum Gegenstand haben, sofern die Verwendung solcher Techniken und Instrumente im Hinblick auf die ordentliche Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt.

b. Dies gilt insbesondere für Tauschgeschäfte mit Zinssätzen, welche im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften zu Sicherungszwecken vorgenommen werden können. Diese Geschäfte sind ausschließlich mit auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten bester Bonität zulässig und dürfen zusammen mit den in Absatz 8 dieses Artikels beschriebenen Verpflichtungen grundsätzlich den Gesamtwert der von dem jeweiligen Teilfonds in den entsprechenden Währungen gehaltenen Vermögenswerte nicht übersteigen.

c. Dies gilt ferner für Index-Zertifikate, sofern diese als Wertpapiere gemäß Art. 41, Abs. 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 gelten. Index-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relativen Indexveränderung, gegebenenfalls bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieften. Der Kurs dieser Index-Zertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen aktuellen Index-Stand, ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Index-Zertifikate von verbrieften Index-Optionen und Optionsscheinen dadurch, daß es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

#### 14. Flüssige Mittel

Bis zu 49% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49% vom jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen einnehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

#### 15. Devisensicherung

a. Zur Absicherung von Devisenrisiken kann ein Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen im Sinne von Absatz 9 b. gehandelt werden, unter der Voraussetzung, daß es sich bei den Vertragspartnern um erstklassige Finanzinstitutionen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und die einer bonitätsmäßig einwandfreien Einstufung durch eine international anerkannte Ratingagentur unterliegen.

b. Ein Teilfonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit erstklassigen, auf solche Geschäfte spezialisierten Finanzinstituten abgeschlossen werden.

c. Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung vom Teilfonds gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

#### 16. Weitere Anlagerichtlinien

a. Leerverkäufe von Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen in den Nummern 4., 6. und 7 genannten Finanzinstrumenten sind nicht zulässig.

b. Ein Teilfondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c. Ein Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

#### 17. Kredite und Belastungsverbote

a. Ein Teilfondsvermögen darf nur insoweit zur Sicherung verpfändet, übereignet bzw. abgetreten oder sonst belastet werden, als dies an einer Börse oder einem anderen Markt aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird.

b. Kredite dürfen bis zu einer Obergrenze von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern diese Kreditaufnahme nur für kurze Zeit erfolgt. Daneben kann ein Teilfonds Fremdwährungen im Rahmen eines «back-to-back»-Darlehens erwerben.

c. Im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung nicht voll einbezahlter Wertpapiere, Geldmarktinstrumente oder anderer in den Nummern 4., 6. und 7 genannten Finanzinstrumente können Verbindlichkeiten zu Lasten eines Teilfondsvermögens übernommen werden, die jedoch zusammen mit den Kreditverbindlichkeiten gemäß Buchstabe b. 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

d. Zu Lasten eines Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

#### 18. Überschreitung von Anlagegrenzen

a. Anlagebeschränkungen dieses Artikels müssen nicht eingehalten werden, sofern sie im Rahmen der Ausübung von Bezugsrechten, die den im jeweiligen Teilfondsvermögen befindlichen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten beigefügt sind, überschritten werden.

b. Neu aufgelegte Teilfonds können für eine Frist von sechs Monaten ab Genehmigung des Teilfonds von den Anlagegrenzen nach Nummer 8 a. bis g. dieses Artikels abweichen.

c. Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder durch Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft vorrangig anstreben, die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber zu erreichen.

d. Ist der Emittent eine juristische Person mit mehreren Teilfonds, bei dem das Vermögen eines Teilfonds ausschliesslich für die Ansprüche der Anleger dieses Teilfonds sowie für diejenigen der Gläubiger, deren Forderung aufgrund der Gründung, der Funktionsweise oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind, haften, wird zum Zwecke der Anwendung der Risikostreuungsregelungen nach Nummer 8 Buchstaben a. bis e. sowie g. dieses Artikels jeder Teilfonds als gesonderter Emittent angesehen.

### Art. 5. Anteile an einem Fonds.

1. Anteile werden für den jeweiligen Teilfonds ausgegeben und lauten auf den Inhaber. Die Anteile werden grundsätzlich durch Globalzertifikate verbrieft; es besteht kein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke. Daneben werden auf den Namen lautende Anteile mittels Eintragung in ein Anteilscheinregister des Fonds in der Form von Anteilbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteilsbruchteile bis zu 0,0001 Anteilen ausgeben. Alle Anteile sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugs- oder Vorkaufsrecht.

2. Alle Anteile eines Teilfonds haben grundsätzlich gleiche Rechte.

3. Für jeden Teilfonds können ausschüttungsberechtigte Anteile («A - Anteile») und thesaurisierende Anteile («B - Anteile») ausgegeben werden. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse berechtigt.

4. Ausgabe und Rücknahme der Anteile sowie die Vornahme von Zahlungen auf Anteile bzw. Ertragsscheine erfolgen bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank sowie über jede Zahlstelle.

### Art. 6. Ausgabe von Anteilen.

1. Die Ausgabe von Anteilen erfolgt zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds festgelegten Ausgabepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 zuzüglich einer im Sonderreglement genannten Verkaufsprovision, die 7% des Anteilwertes nicht überschreitet. Die Verkaufsprovision wird zu-

gunsten der Vertriebsstellen erhoben. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb von drei Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Zeichnung von Anteilen Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Dies findet Erwähnung im Verkaufsprospekt. Die Verwaltungsgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber, zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Der Erwerb von Anteilen erfolgt zum Ausgabepreis des jeweiligen Bewertungstages. Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

Zeichnungsanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden auf der Grundlage des Anteilwertes des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

4. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Schalteraufträge können auch nach dem im Absatz 3 bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Zeichnungsantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

#### **Art. 7. Anteilwertberechnung.**

1. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den nachfolgenden Bestimmungen. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds festgelegte Währung («Teilfondswährung»). Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr beauftragten Dritten an jedem Tag, der zugleich Bankarbeitstag in Luxemburg und in Frankfurt am Main ist, berechnet («Bewertungstag»), es sei denn, im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds ist eine abweichende Regelung getroffen. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Teile dieses Teilfonds.

2. Das Vermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a. Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen amtlich notiert sind, ist der letzte verfügbare bezahlte Kurs des entsprechenden Wertpapiers an der Börse maßgeblich, die Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b. Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c. Falls solche Kurse nicht marktgerecht sind oder falls für andere als die unter Buchstaben a. und b. genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt werden, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar festgelegten Bewertungsregeln festlegt.

d. Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Verwaltungsgesellschaft sieht vor, daß diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und daß im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

e. Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese Teilfondswährung umgerechnet.

3. Sofern für einen Teilfonds zwei Anteilklassen gemäß Artikel 5 Ziffer 3 des Verwaltungsreglements ausgegeben werden, wird die Berechnung des Anteilwertes wie folgt durchgeführt:

a. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse separat.

b. Der Mittelzufluß aufgrund der Ausgabe von Anteilen erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluß aufgrund der Rücknahme von Anteilen vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Anteilklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens.

c. Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Anteilwert der ausschüttungsberechtigten Anteile um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht-ausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Netto-Teilfondsvermögen erhöht.

4. Für einen Teilfonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für umfangreiche Rücknahmeanträge, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des jeweiligen Fonds befriedigt werden können, den Anteilwert auf der Basis der Kurse des Bewertungstages bestimmen, an welchem sie für den Teilfonds die erforderlichen Wertpapierverkäufe vornimmt; dies gilt dann auch für gleichzeitig eingereichte Zeichnungsaufträge für den Fonds.

6. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung nach den vorstehend aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht erscheinen lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere, von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

#### **Art. 8. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, für einen Teilfonds die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a. während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein geregelter Markt, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds amtlich notiert oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Anlagen eines Teilfonds nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird die Aussetzung bzw. Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich in mindestens einer Tageszeitung in den Ländern veröffentlichen, in denen Anteile des jeweiligen Teilfonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, sowie allen Anteilhabern mitteilen, die Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

#### **Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Anteilhaber eines Fonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu dem im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds festgelegten Rücknahmepreis und zu den dort bestimmten Bedingungen zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von 3 Luxemburger Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfondswährung gegen Rückgabe der Anteile.

2. Rücknahmeanträge, welche bis spätestens 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) an einem Bewertungstag bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Anteilwert des nächstfolgenden Bewertungstages abgerechnet.

Rücknahmeanträge, welche nach 12.00 Uhr (Luxemburger Zeit) eingehen, werden zum Anteilwert des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, umfangreiche Rücknahmen, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen eines Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Teilfonds Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilhaber oder zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Schalteraufträge können auch nach dem in Absatz 2 bezeichneten Zeitpunkt auf der Grundlage des Anteilwertes des Bewertungstages, an welchem der entsprechende Rücknahmeantrag bei der Verwaltungsgesellschaft eingeht, abgerechnet werden, es sei denn, besondere Umstände lassen auf eine erhebliche Änderung des Anteilwertes schließen.

7. Der Anteilhaber kann seine Anteile ganz oder teilweise in Anteile einer anderen Anteilklasse ebenso wie in Anteile eines anderen Teilfonds umtauschen. Der Tausch der Anteile erfolgt auf der Grundlage des nächsterrechneten Anteilwertes der betreffenden Anteilklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds. Dabei kann eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle des Teilfonds, in den getauscht werden soll, erhoben werden. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so beträgt diese höchstens 1% des Anteilwertes des Teilfonds, in welche(n) der Umtausch erfolgen soll; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Verkaufsprovisionen auf die Anteilwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt. Ein sich aus dem Umtausch ergebender Restbetrag von mehr als 10,- Euro zugunsten des Anteilhabers wird diesem durch Zusendung eines Verrechnungsschecks ausbezahlt; ansonsten verfällt der Überschuss zugunsten des Teilfonds, in den investiert werden soll.

#### **Art. 10. Rechnungsjahr und Abschlussprüfung.**

1. Das Rechnungsjahr eines Fonds wird im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegt.

2. Der Jahresabschluss eines Fonds wird von einem Wirtschaftsprüfer geprüft, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

#### **Art. 11. Ausschüttungen.**

1. Die Ausschüttungspolitik eines Teilfonds wird in dessen Sonderreglement festgelegt. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt für jeden Teilfonds, ob und in welchen Zeitabschnitten eine Ausschüttung vorgenommen wird.

Ausschüttungsberechtigt sind im Falle der Bildung von Anteilsklassen gemäß Artikel 5 ausschließlich Anteile der Klasse A.

2. Die Ausschüttung kann bar oder in Form von Gratisanteilen erfolgen.

3. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Erträge aus Zinsen und/oder Dividenden abzüglich Kosten («ordentliche Netto-Erträge») sowie netto realisierte Kursgewinne kommen.

Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 2 des Verwaltungsreglements sinkt.

4. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht abgefordert werden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

#### **Art. 12. Dauer und Auflösung des Fonds und der Teilfonds.**

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann einzelne Teilfonds auf bestimmte Zeit errichten. Die Laufzeit wird im jeweiligen Sonderreglement festgelegt.

Unbeschadet der Regelung gemäß Satz 1 dieses Artikels kann ein Fonds oder einzelne Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, sofern im jeweiligen Sonderreglement keine gegenteilige Bestimmung getroffen wird.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit bestehende Teilfonds auflösen, sofern das Netto-Fondsvermögen eines Teilfonds unter einen Betrag fällt, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung dieses Teilfonds angesehen wird sowie im Falle einer Änderung der wirtschaftlichen und/oder politischen Rahmenbedingungen. Die Auflösung bestehender Teilfonds wird mindestens 1 Monat zuvor entsprechend Artikel 16 veröffentlicht.

Nach Auflösung eines Teilfonds wird die Verwaltungsgesellschaft diesen Teilfonds liquidieren. Dabei werden die diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte veräußert sowie die diesem Teilfonds zuzuordnenden Verbindlichkeiten getilgt. Der Liquidationserlös wird an die Anteilhaber im Verhältnis ihres Anteilbesitzes ausgekehrt. Nach Abschluß der Liquidation eines Teilfonds nicht abgeforderte Liquidationserlöse werden für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank hinterlegt; danach gilt die in Artikel 12 Absatz 3 Satz 3 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung entsprechend für sämtliche verbleibenden und nicht eingeforderten Beträge.

2. Die Auflösung eines Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

- a. wenn die im Sonderreglement des jeweiligen Fonds festgelegte Dauer abgelaufen ist;
- b. wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;
- c. wenn die Verwaltungsgesellschaft in Konkurs geht oder aus irgendeinem Grund aufgelöst wird;
- d. wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 2 des Verwaltungsreglements bleibt;
- e. in anderen, im Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder im Sonderreglement des jeweiligen Fonds vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Auflösung eines Fonds führt, werden die Ausgabe und die Rücknahme von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare («Netto-Liquidationserlös»), auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber des jeweiligen Fonds nach deren Anspruch verteilen. Der Netto-Liquidationserlös, der nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden ist, wird, soweit dann gesetzlich notwendig, in Euro umgerechnet und von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der Anteilhaber bei der «Caisse de Consignations» in Luxemburg hinterlegt, wo dieser Betrag verfällt, soweit er nicht innerhalb der gesetzlichen Frist von dreißig Jahren dort angefordert wird.

4. Die Anteilhaber, deren Erben bzw. Rechtsnachfolger oder Gläubiger können weder die Auflösung noch die Teilung des Fonds beantragen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann einzelne Teilfonds fusionieren oder die Einbringung in einen oder mehrere Teilfonds eines anderen OGA nach Teil 1 des Luxemburger Rechts über Organismen für gemeinsame Anlagen beschließen, falls wesentliche Änderungen in der politischen oder wirtschaftlichen Lage im Urteil der Verwaltungsgesellschaft dies notwendig machen. Dieser Beschluß wird entsprechend den Bestimmungen des Artikel 16 veröffentlicht. Die Anleger des abgehenden Teilfonds erhalten Anteile des aufnehmenden Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Teilfonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet; ggfs. erfolgt ein Spitzenausgleich.

Innerhalb eines Zeitraumes von 1 Monat nach dem Veröffentlichungstag können die betroffenen Anteilhaber die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile beantragen.

#### **Art. 13. Kosten.**

1. Neben den im Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds aufgeführten Kosten können einem Fonds folgende Kosten belastet werden:

- a. sämtliche Kosten im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Veräußerung und der Verwaltung von Vermögenswerten;
- b. Steuern und ähnliche Abgaben, die auf das jeweilige Fondsvermögen, dessen Einkommen oder die Auslagen zu Lasten dieses Fonds erhoben werden;
- c. Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber eines Fonds handeln;
- d. Honorare und Kosten für Wirtschaftsprüfer eines Fonds;
- e. Kosten für die Erstellung von Anteilzertifikaten und Ertragsscheinen;
- f. Kosten für die Einlösung von Ertragsscheinen sowie für die Erneuerung von Ertragsscheinebögen;
- g. Kosten der Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements und des Sonderreglements sowie anderer Dokumente, wie z.B. Verkaufsprospekte, die den entsprechenden Fonds betreffen, einschließlich Kosten der Anmeldungen zur Registrierung oder der schriftlichen Erläuterungen bei sämtlichen Registrierungsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), welche im Zusammenhang mit dem Fonds oder dem Anbieten seiner Anteile vorgenommen werden müssen;

h. Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilhaber in allen notwendigen Sprachen, sowie Druck- und Vertriebskosten von sämtlichen weiteren Berichten und Dokumenten, welche gemäß den anwendbaren Gesetzen und Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind;

i. Kosten der für die Anteilhaber bestimmten Veröffentlichungen;

j. ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen Kosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen;

2. Sämtliche Kosten werden zuerst den ordentlichen Erträgen, dann den Wertzuwächsen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

3. Das Vermögen der einzelnen Teilfonds haftet nur für die Verbindlichkeiten und Kosten des jeweiligen Teilfonds. Dementsprechend werden die Kosten - einschl. der Gründungskosten der Teilfonds - den einzelnen Teilfonds gesondert berechnet, soweit sie diese alleine betreffen; im übrigen werden die Kosten den einzelnen Teilfonds im Verhältnis ihres Netto-Vermögens anteilig belastet.

4. Die Gründungskosten des Fonds, einschließlich der Vorbereitung, des Drucks und der Veröffentlichung des Verkaufsprospektes, des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements, werden innerhalb der ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben und den am Gründungstag bestehenden Teilfonds belastet. Werden nach Gründung des Fonds zusätzliche Teilfonds eröffnet, so sind die spezifischen Lancierungskosten von jedem Teilfonds selbst zu tragen; auch diese können über eine Periode von längstens 5 Jahren nach Lancierungsdatum abgeschrieben werden.

#### **Art. 14. Verjährung und Vorlegungsfrist.**

1. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 12 Absatz 4 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt fünf Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung.

#### **Art. 15. Änderungen.**

Die Verwaltungsgesellschaft kann das Verwaltungsreglement sowie das jeweilige Sonderreglement mit Zustimmung der Depotbank jederzeit ganz oder teilweise ändern.

#### **Art. 16. Veröffentlichungen.**

1. Die erstmals gültige Fassung des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements sowie Änderungen derselben werden beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt und im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial»), veröffentlicht.

2. Ausgabe- und Rücknahmepreise können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erfragt werden.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für jeden Fonds einen Verkaufsprospekt, einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Die unter Absatz 3 dieses Artikels aufgeführten Unterlagen eines Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und bei jeder Zahlstelle erhältlich.

5. Die Auflösung eines Fonds gemäß Artikel 12 des Verwaltungsreglements wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens zwei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

#### **Art. 17. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.**

1. Das Verwaltungsreglement sowie die Sonderreglements der jeweiligen Fonds unterliegen luxemburger Recht. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Verwaltungsreglements sowie der Sonderreglements zu den jeweiligen Fonds die Vorschriften des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

2. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und jeden Fonds im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den jeweiligen Fonds beziehen, der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in welchem Anteile eines Fonds öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind.

3. Der deutsche Wortlaut des Verwaltungsreglements und der Sonderreglements ist maßgeblich, falls im jeweiligen Sonderreglement nicht ausdrücklich eine anderweitige Bestimmung getroffen wurde.

#### **Art. 18. Inkrafttreten.**

Das Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglement treten am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes im Sonderreglement des jeweiligen Fonds bestimmt ist. Änderungen im Verwaltungsreglement sowie in den jeweiligen Sonderreglements treten am Tage ihrer Veröffentlichung im Mémorial in Kraft, soweit nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 12. Februar 2004.

AXXION S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft*

Unterschriften

BANQUE DE LUXEMBOURG

*Die Depotbank*

T. Gutenkauf / L. Andring

*Fondé de Pouvoir Principal / Fondé de Pouvoir*

## SONDERREGLEMENT VUNOS-GLOBAL

**Art. 1. Der Fonds.**

Der Fonds VUNOS (der «Fonds») besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Für den Fonds ist das am 2. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend hiervon gelten für den Teilfonds VUNOS - GLOBAL («der Teilfonds») die Bestimmungen dieses Sonderreglements.

**Art. 2. Anlagepolitik.**

Der Teilfonds investiert sein Vermögen überwiegend in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate. Bis zu 25% des Netto-Teilfondsvermögens können in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, investiert werden. Daneben darf der Teilfonds bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen von Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen anlegen; in geringerem Umfang sind Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich.

Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relevanten Indexveränderung, ggf. bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieft. Der Kurs dieser Indexzertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen Indexstand; ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Indexzertifikate von verbrieften Indexoptionen und Optionsscheinen dadurch, dass es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Wertpapiermärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

**Art. 3. Anteile.**

1. Die Anteile werden in Globalurkunden verbrieft; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Anteile am Teilfonds sind frei übertragbar.

**Art. 4. Währung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Währung des Teilfonds ist der Euro.
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zzgl einer Verkaufsprovision von bis zu 5%. Der Ausgabe preis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Er ist innerhalb von 3 Luxemburger Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.
4. Der Umtausch von Anteilen erfolgt auf der Grundlage des Anteilwertes der betreffenden Anteilklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds. Dabei kann eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle des Teilfonds erhoben werden, in den getauscht werden soll. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so beträgt diese höchstens 1% des Anteilwertes des Teilfonds, in welche(n) der Umtausch erfolgen soll; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Verkaufsprovisionen auf die Anteilwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

**Art. 5. Ertragsverwendung.**

Die vereinnahmten Dividenden- und Zinserträge sowie sonstige ordentliche Erträge werden nach Maßgabe der Verwaltungsgesellschaft grundsätzlich thesauriert.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste, ausschütten.

**Art. 6. Depotbank und Zentralverwaltung.**

Depotbank und Zentralverwaltung ist die BANQUE DE LUXEMBOURG, eine Bank im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

**Art. 7. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Teilfondsvermögens.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds ein Entgelt von bis zu 1,3% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist.
2. Ferner ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, ein erfolgsabhängiges Entgelt von 10% p.a. des 9% pro Geschäftsjahr übersteigenden Anstiegs des Anteilwertes des Teilfonds zu erhalten. Das Entgelt wird an jedem Bewertungstag berechnet und jährlich ausgezahlt. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das nächste Geschäftsjahr vorgetragen; im Falle von Verlustvorträgen fällt das Erfolgshonorar erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.
3. Für die Abgeltung der mit der laufenden Betreuung der Anteilinhaber verbundenen Kosten ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds eine Betreuungsgebühr von bis zu 0,25% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist.
4. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a. Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltung in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze als jährlich gerechneter Prozentsatz des Netto-Teilfondsvermögens, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Quartals pro rata temporis berechnet und quartalsweise nachträglich ausgezahlt wird;

b. Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank für jede Wertpapiertransaktion in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze;

c. Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Teilfonds gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements entstehen;

#### **Art. 8. Rechnungsjahr.**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2002.

#### **Art. 9. Dauer des Teilfonds.**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Teilfonds auflösen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen unter einen Betrag von Euro 3 Mio. fällt, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung angesehen wird.

Luxemburg, den 12. Februar 2004.

AXXION S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft*

Unterschriften

BANQUE DE LUXEMBOURG

*Die Depotbank*

T. Gutenkauf / L. Andring

*Fondé de Pouvoir Principal / Fondé de Pouvoir*

### SONDERREGLEMENT VUNOS - GLOBAL EQUITY

#### **Art. 1. Der Fonds.**

Der Fonds VUNOS (der «Fonds») besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Für den Fonds ist das am 2. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend hiervon gelten für den Teilfonds VUNOS - GLOBAL EQUITY («der Teilfonds») die Bestimmungen dieses Sonderreglements.

#### **Art. 2. Anlagepolitik.**

Der Teilfonds investiert sein Vermögen - nach Abzug der flüssigen Mittel und Festgelder - zu mindestens 75% in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate; bis zu 15% des Vermögens können in Optionsscheinen auf Wertpapiere angelegt werden. Daneben darf der Teilfonds bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen von Aktien-Sondervermögen anlegen.

Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relevanten Indexveränderung, ggf. bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieft. Der Kurs dieser Indexzertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen Indexstand; ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Indexzertifikate von verbrieften Indexoptionen und Optionsscheinen dadurch, dass es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Wertpapiermärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

#### **Art. 3. Anteile.**

1. Die Anteile werden in Globalurkunden verbrieft; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Anteile am Teilfonds sind frei übertragbar.

#### **Art. 4. Währung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Währung des Teilfonds ist der Schweizer Franken.
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zzgl einer Verkaufsprovision von bis zu 5%. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Er ist innerhalb von 3 Luxemburger Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

4. Der Umtausch von Anteilen erfolgt auf der Grundlage des Anteilwertes der betreffenden Anteilklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds. Dabei kann eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle des Teilfonds erhoben werden, in den getauscht werden soll. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so beträgt diese höchstens 1% des Anteilwertes des Teilfonds, in welche(n) der Umtausch erfolgen soll; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Verkaufsprovisionen auf die Anteilwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.



**Art. 5. Ertragsverwendung.**

Die vereinnahmten Dividenden- und Zinserträge sowie sonstige ordentliche Erträge werden nach Maßgabe der Verwaltungsgesellschaft grundsätzlich thesauriert.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste, ausschütten.

**Art. 6. Depotbank und Zentralverwaltung.**

Depotbank und Zentralverwaltung ist die BANQUE DE LUXEMBOURG, eine Bank im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

**Art. 7. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Teilfondsvermögens.**

1) Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds ein Entgelt von bis zu 1,5% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuzahlen ist.

2) Ferner ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, ein erfolgsabhängiges Entgelt von 10% p.a. des 9% pro Geschäftsjahr übersteigenden Anstiegs des Anteilwertes des Teilfonds zu erhalten. Das Entgelt wird an jedem Bewertungstag berechnet und jährlich ausgezahlt. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das nächste Geschäftsjahr vorgetragen; im Falle von Verlustvorträgen fällt das Erfolgshonorar erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind. Im ersten Geschäftsjahr ist das erfolgsabhängige Entgelt pro rata temporis zu berechnen.

3) Für die Abgeltung der mit der laufenden Betreuung der Anteilinhaber verbundenen Kosten ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds eine Betreuungsgebühr von bis zu 0,25% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuzahlen ist.

4) Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a. Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltung in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze als jährlich gerechneter Prozentsatz des Netto-Teilfondsvermögens, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Quartals pro rata temporis berechnet und quartalsweise nachträglich ausgezahlt wird;

b. Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank für jede Wertpapiertransaktion in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze;

c. Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Teilfonds gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements entstehen;

**Art. 8. Rechnungsjahr.**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2002.

**Art. 9. Dauer des Teilfonds.**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Teilfonds auflösen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen unter einen Betrag von Euro 3 Mio. fällt, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung angesehen wird

Luxemburg, den 12. Februar 2004.

AXXION S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft*

Unterschriften

BANQUE DE LUXEMBOURG

*Die Depotbank*

T. Gutenkauf / L. Andring

*Fondé de Pouvoir Principal / Fondé de Pouvoir*

### SONDERREGLEMENT VUNOS - GLOBAL TRADING FUND

**Art. 1. Der Fonds.**

Der Fonds VUNOS (der «Fonds») besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Für den Fonds ist das am 2. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend hiervon gelten für den Teilfonds VUNOS - GLOBAL TRADING FUND («der Teilfonds») die Bestimmungen dieses Sonderreglements.

**Art. 2. Anlagepolitik.**

Der Teilfonds investiert sein Vermögen überwiegend in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sowie daneben in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. Daneben darf der Teilfonds in Anteilen von Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen anlegen. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich. Daneben darf der Teilfonds bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen von Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen anlegen.

Ziel des Teilfonds ist die Ausnutzung kurzfristiger Marktbewegungen durch den Kauf von Aktien, bei denen ein dynamischer Aufwärtstrend prognostiziert wird. Dabei erfolgt am Ende eines Trends bzw. im negativen Fall bei Erreichen des Stoppkurses ein Verkauf der Positionen.

Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relevanten Indexveränderung, ggf. bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieft. Der Kurs dieser Indexzertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen Indexstand; ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Indexzertifikate von verbrieften Indexoptionen und Optionsscheinen dadurch, dass es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Wertpapiermärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

#### **Art. 3. Anteile.**

1. Die Anteile werden in Globalurkunden verbrieft; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Anteile am Teilfonds sind frei übertragbar.

#### **Art. 4. Währung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Währung des Teilfonds ist der Schweizer Franken.
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zzgl einer Verkaufsprovision von bis zu 5%. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Er ist innerhalb von 3 Luxemburger Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.
4. Der Umtausch von Anteilen erfolgt auf der Grundlage des Anteilwertes der betreffenden Anteilklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds. Dabei kann eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle des Teilfonds erhoben werden, in den getauscht werden soll. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so beträgt diese höchstens 1% des Anteilwertes des Teilfonds, in welche(n) der Umtausch erfolgen soll; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Verkaufsprovisionen auf die Anteilwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

#### **Art. 5. Ertragsverwendung.**

Die vereinnahmten Dividenden- und Zinserträge sowie sonstige ordentliche Erträge werden nach Maßgabe der Verwaltungsgesellschaft grundsätzlich thesauriert.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste, ausschütten.

#### **Art. 6. Depotbank und Zentralverwendung.**

Depotbank und Zentralverwaltung ist die BANQUE DE LUXEMBOURG, eine Bank im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

#### **Art. 7. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Teilfondsvermögens.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds ein Entgelt von bis zu 1,7% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist.
2. Ferner ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, ein erfolgsabhängiges Entgelt von 10% p.a. des 9% pro Geschäftsjahr übersteigenden Anstiegs des Anteilwertes des Teilfonds zu erhalten. Das Entgelt wird an jedem Bewertungstag berechnet und jährlich ausgezahlt. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das nächste Geschäftsjahr vorgetragen; im Falle von Verlustvorträgen fällt das Erfolgshonorar erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind. Im ersten Geschäftsjahr ist das erfolgsabhängige Entgelt pro rata temporis zu berechnen.
3. Für die Abgeltung der mit der laufenden Betreuung der Anteilhaber verbundenen Kosten ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds eine Betreuungsgebühr von bis zu 0,25% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuführen ist.
4. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:
  - 1) Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltung in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze als jährlich gerechneter Prozentsatz des Netto-Teilfondsvermögens, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Quartals pro rata temporis berechnet und quartalsweise nachträglich ausgezahlt wird;
  - 2) Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank für jede Wertpapiertransaktion in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze;
  - 3) Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Teilfonds gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements entstehen;

#### **Art. 8. Rechnungsjahr.**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2004.

**Art. 9. Dauer des Teilfonds.**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Teilfonds auflösen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen unter einen Betrag von Euro 3 Mio. fällt, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung angesehen wird.

Luxemburg, den 12. Februar 2004.

AXXION S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

BANQUE DE LUXEMBOURG

Die Depotbank

T. Gutenkauf / L. Andring

Fondé de Pouvoir Principal / Fondé de Pouvoir

### SONDERREGLEMENT VUNOS - AVI GLOBAL

**Art. 1. Der Fonds.**

Der Fonds «VUNOS» (der «Fonds») besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne von Artikel 133 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen. Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Für den Fonds ist das am 2. Juli 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend hiervon gelten für den Teilfonds VUNOS - AVI GLOBAL («der Teilfonds») die Bestimmungen dieses Sonderreglements.

**Art. 2. Anlagepolitik.**

Der Teilfonds investiert sein Vermögen überwiegend in börsennotierte oder an einem anderen geregelten Markt, der regelmässig stattfindet, anerkannt und der Öffentlichkeit zugänglich ist, gehandelte Aktien, Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sowie daneben in Anleihen aller Art von in- und ausländischen Ausstellern - inklusive Nullkuponanleihen und variabel verzinsliche Wertpapiere sowie Wandel - und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten. In geringerem Umfang sind auch Investitionen in Optionsscheine auf Wertpapiere möglich. Daneben darf der Teilfonds bis zu 10% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen von Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen anlegen.

Ziel der Anlagepolitik des Teilfonds ist es, unter Berücksichtigung der nachfolgend aufgeführten ethischen Kriterien einen angemessenen Wertzuwachs der Vermögensanlagen zu erwirtschaften. Dementsprechend sollen keine Aktien von Unternehmungen erworben werden, deren Tätigkeit in einem wesentlichen Umfang auf die Produktion oder den Vertrieb von Waffen, Produkten des Erdölsektors und der Tabakindustrie bzw. auf den Betrieb von Kernkraftwerken ausgerichtet ist.

Aktienindex- und Aktienbasket-Zertifikate sind am Kapitalmarkt begebene Inhaberschuldverschreibungen, die eine Rückzahlung unter Berücksichtigung der relevanten Indexveränderung, ggf. bis zu einem vereinbarten Höchstkurs, am jeweiligen Berechnungstag verbrieft. Der Kurs dieser Indexzertifikate richtet sich insbesondere nach dem jeweiligen Indexstand; ihre Rückzahlung nach den jeweiligen Emissionsbedingungen. Dabei unterscheiden sich Indexzertifikate von verbrieften Indexoptionen und Optionsscheinen dadurch, dass es sich nicht um Termingeschäfte handelt und die für Optionen signifikante Hebelwirkung, die Optionsprämie und der Ausübungspreis fehlen.

Innerhalb der gesetzlich zulässigen Grenzen kann der Teilfonds flüssige Mittel und Festgelder halten.

Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und Einschränkungen ist der Erwerb oder die Veräußerung von Optionen, Futures und der Abschluß sonstiger Termingeschäfte sowohl zur Absicherung gegen mögliche Kursrückgänge auf den Wertpapiermärkten als auch zur Renditeoptimierung gestattet. Mit dem Einsatz von Derivaten können aufgrund der Hebelwirkung erhöhte Risiken verbunden sein.

**Art. 3. Anteile.**

1. Die Anteile werden in Globalurkunden verbrieft; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.
2. Anteile am Teilfonds sind frei übertragbar.

**Art. 4. Währung, Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen.**

1. Die Währung des Teilfonds ist der Schweizer Franken.
2. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements zzgl einer Verkaufsprovision von bis zu 5%. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Er ist innerhalb von 3 Luxemburger Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.
3. Rücknahmepreis ist der Anteilwert abzüglich einer Rücknahmegebühr von bis zu 0,5%.
4. Der Umtausch von Anteilen erfolgt auf der Grundlage des Anteilwertes der betreffenden Anteilklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds. Dabei kann eine Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle des Teilfonds erhoben werden, in den getauscht werden soll. Wird eine Umtauschprovision erhoben, so beträgt diese höchstens 1% des Anteilwertes des Teilfonds, in welche(n) der Umtausch erfolgen soll; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Verkaufsprovisionen auf die Anteilwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

**Art. 5. Ertragsverwendung.**

Die vereinnahmten Dividenden- und Zinserträge sowie sonstige ordentliche Erträge werden nach Maßgabe der Verwaltungsgesellschaft grundsätzlich thesauriert.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste, ausschütten.

**Art. 6. Depotbank und Zentralverwendung.**

Depotbank und Zentralverwaltung ist die BANQUE DE LUXEMBOURG, eine Bank im Sinne des Luxemburger Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor.

**Art. 7. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Teilfondsvermögens.**

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds ein Entgelt von bis zu 1,5% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das, auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuzahlen ist.

2. Ferner ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, ein erfolgsabhängiges Entgelt von 10% p.a. des 9% pro Geschäftsjahr übersteigenden Anstiegs des Anteilwertes des Teilfonds zu erhalten. Das Entgelt wird an jedem Bewertungstag berechnet, und jährlich ausgezahlt. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das nächste Geschäftsjahr vorgetragen; im Falle von Verlustvorträgen fällt das Erfolgshonorar erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind. Im ersten Geschäftsjahr ist das erfolgsabhängige Entgelt pro rata temporis zu berechnen.

3. Für die Abgeltung der mit der laufenden Betreuung der Anteilinhaber verbundenen Kosten ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, aus dem Vermögen des Teilfonds eine Betreuungsgebühr von bis zu 0,25% p.a. des Netto-Vermögens des Teilfonds zu erhalten, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Kalendermonats pro rata temporis zu berechnen und monatlich nachträglich auszuzahlen ist.

4. Die Depotbank und Zentralverwaltung erhält aus dem Vermögen des Teilfonds:

a. Ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zentralverwaltung in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze als jährlich gerechneter Prozentsatz des Netto-Teilfondsvermögens, das auf der Basis des durchschnittlichen Netto-Teilfondsvermögens während des entsprechenden Quartals pro rata temporis berechnet und quartalsweise nachträglich ausgezahlt wird;

b. Eine Bearbeitungsgebühr für die Tätigkeit als Depotbank für jede Wertpapiertransaktion in Höhe der in Luxemburg üblichen Sätze;

c. Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Teilfonds gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements entstehen.

**Art. 8. Rechnungsjahr.**

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 31. Dezember, erstmals am 31. Dezember 2004.

**Art. 9. Dauer des Teilfonds.**

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Verwaltungsgesellschaft kann den Teilfonds auflösen, sofern das Netto-Teilfondsvermögen unter einen Betrag von Euro 3 Mio. fällt, welcher von der Verwaltungsgesellschaft als Mindestbetrag für die Gewährleistung einer effizienten Verwaltung angesehen wird.

Luxemburg, den 12. Februar 2004.

AXXION S.A.

*Die Verwaltungsgesellschaft*

Unterschriften

BANQUE DE LUXEMBOURG

*Die Depotbank*

T. Gutenkauf / L. Andring

*Fondé de Pouvoir Principal / Fondé de Pouvoir*

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2004, réf. LSO-AN05626. – Reçu 54 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(018247.4//1043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2004.

**LA RAMURE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte.

R. C. Diekirch B 98.681.

## STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt-trois janvier.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1. Monsieur André Collard, retraité, né à Rochefort (Belgique), le 11 mai 1935, demeurant à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte,

2. Madame Anne-Marie Daulne, employée, née à Mormont (Belgique), le 27 février 1963, demeurant à B-6940 Durbuy, 42, route de Bomal,

ici représentée par Monsieur Omer Collard, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Wiltz, le 22 janvier 2004,

laquelle procuration après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant restera annexée à la présente pour être enregistrée avec elle.

Lesquels comparants, tels que représentés, ont déclaré constituer entre eux une société anonyme dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les personnes ci-avant et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de LA RAMURE S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Wiltz.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

### Capital - Actions

**Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de deux mille cinq cent euros (2.500,- EUR) chacune.

**Art. 6.** Les actions sont et resteront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

### Administration - Surveillance

**Art. 7.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

**Art. 8.** Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

**Art. 10.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration.

**Art. 11.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée valablement soit par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion.

**Art. 13.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Il sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

#### **Assemblée générale des actionnaires**

**Art. 14.** Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier jeudi du mois de juin de chaque année à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 16.** Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

**Art. 17.** Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévus par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

#### **Année sociale - Bilan**

**Art. 18.** L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

**Art. 19.** Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Mesures transitoires*

La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2004.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2005.

#### *Souscription et libération*

Les comparants préqualifiés ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- Monsieur André Collard, prénommé, quatre-vingt-dix-neuf actions. ....	99
2.- Madame Anne-Marie Daulne, prénommée, une action .....	1
Total: cent actions .....	100

Toutes les actions ont été libérées par des versements en espèces à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) de sorte que la somme de soixante-deux mille cinq cents euros (62.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

*Coût, Evaluation*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 4.000,- EUR.

*Assemblée Générale Extraordinaire*

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Omer Collard, administrateur de sociétés, né à Harsin (Belgique), le 1<sup>er</sup> mars 1935, demeurant à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte,
  - b) Monsieur Pierre Bourgeois, employé, né à Uccle (Belgique), le 10 février 1974, demeurant à B-6900 Marche, 3, rue du Meunier,
  - c) Madame Michèle Houyoux, administrateur de société, née à Waha (Belgique), le 24 juillet 1939, demeurant à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes Monsieur Hugues Lapagne, comptable, né à Libramont (Belgique), le 7 juin 1977, demeurant à B-6980 Laroche, 7A, rue du Nulay.
- 4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.
- 5) Le mandat des administrateurs et du commissaire est exercé à titre gratuit.
- 6) Le siège social est fixé à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte.
- 7) Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou à toute autre personne désignée par le conseil d'administration.

*Réunion du Conseil d'Administration*

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société anonyme LA RAMURE S.A.

- a) Monsieur Omer Collard, administrateur de sociétés, né à Harsin (Belgique), le 1<sup>er</sup> mars 1935, demeurant à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte,
- b) Monsieur Pierre Bourgeois, employé, né à Uccle (Belgique), le 10 février 1974, demeurant à B-6900 Marche, 3, rue du Meunier,  
ici représenté par Monsieur Omer Collard, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Marche, le 22 janvier 2004,
- c) Madame Michèle Houyoux, administrateur de société, née à Waha (Belgique), le 24 juillet 1939, demeurant à L-9515 Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte,  
ici représentée par Monsieur Omer Collard, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Wiltz, le 22 janvier 2004.

lesquelles procurations après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant resteront annexées à la présente pour être enregistrées avec elle.

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires ils ont désigné administrateur-délégué Monsieur Omer Collard, prénommé, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Collard, O. Collard, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 23 janvier 2004, vol. 317, fol. 90, case 3.- Reçu 2.500 euros.

*Le Receveur (signé): G. Biver.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 30 janvier 2004.

A. Holtz.

(900489.3/2724/196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 février 2004.

**TuliMAA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7634 Medernach, Schnepperkopp.  
R. C. Diekirch B 92.008.

## EXTRAIT

Il résulte d'un acte, reçu par Maître Fernand Unsen, notaire de résidence à Diekirch, en date du 9 janvier 2004, enregistré à Diekirch, le 9 janvier 2004, vol. 612, fol. 72, case 1, que

le siège social de la société à responsabilité limitée TuliMAA, S.à r.l., constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 6 avril 1999, publié au Mémorial C numéro 481 du 24 juin 1999, a été transféré de L-9375 Gralingen, 33B, rue Principale à L-7634 Medernach, Schnepperkopp.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 30 janvier 2004.

F. Unsen.

(900486.4/234/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 février 2004.

**SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE SIDERURGIE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 43.  
R. C. Diekirch B 96.665.

L'an deux mille quatre, le vingt-trois janvier.

Par devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE SIDERURGIE S.A., avec siège social à L-9980 Wilwerdange, maison 43, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Decker, en date du 28 mars 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1008 du 2 juillet 2002,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 96.665.

L'assemblée est ouverte à 11.15 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Lecomte, ingénieur, demeurant à B-4121 Neupré, 20, rue des Mésanges,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Jessica Kiffer, apprentie, demeurant à Gosseldange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Omer Collard, comptable, demeurant à Wiltz, 71, rue G.-D. Charlotte.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Le changement de l'objet social de la société et la modification de l'article 3 des statuts.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'assemblée décide de changer l'objet social et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts, comme suit:

«**Art. 3.** La société a pour objet l'activité d'électricien.

En général la société peut effectuer toutes opérations commerciales et financière, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.45 heures.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 750,- EUR

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-C. Lecomte, O. Collard, J. Kiffer, A. Holtz.



Enregistré à Wiltz, le 23 janvier 2004, vol. 317, fol. 90, case 4.– Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 30 janvier 2004.

A. Holtz.

(900487.3/2724/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 février 2004.

---

**SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE SIDERURGIE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 43.

R. C. Diekirch B 96.665.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 30 janvier 2004.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

(900488.3/2724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 4 février 2004.

---

**CITCO FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 72.924.

In the year two thousand three, on the twenty-third day of December.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary public residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of CITCO FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of the undersigned notary, residing then in Hesperange, on November 22, 1999, published in the Mémorial, Recueil C No 95 of January 28, 2000. The Articles of Association have been amended by deed of the undersigned notary, residing then in Hesperange, on October 11, 2001 published in the Mémorial, Recueil C No 321 of February 27, 2002.

The meeting was opened by Mrs. Karine Vautrin, private employee, residing professionally in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

being in the chair,

who appointed as secretary Mr Benoit Tassigny, lawyer, residing in B-Nothomb (Belgium).

The meeting elected as scrutineer Mr Ronald Chamielec, private employee, residing professionally in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the capital by an amount of four million and seven hundred euro (4,000,700.- EUR) to bring it from its present amount of one million two hundred and ten thousand euro (1,210,000.- EUR) represented by one thousand one hundred (1,100) shares with a par value of one thousand one hundred euro (1,100.- EUR) to the amount of five million two hundred and ten thousand seven hundred euro (5,210,700.- EUR) by the issuance of three thousand six hundred and thirty-seven (3,637) new shares with a par value of one thousand one hundred euro (1,100.- EUR) each, having the same rights and obligations as the current shares.

2. Waiver by the actual shareholders, to the extent necessary, of their preferential subscription rights.

3. Subscription to this increase of capital and full payment by contribution in cash by the actual shareholder CITCO HOLDING DENMARK ApS.

4. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association.

5. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting decides to increase the subscribed capital of the company by an amount of four million and seven hundred euro (4,000,700.- EUR) to bring it from its present amount of one million two hundred and ten thousand euro (1,210,000.- EUR), represented by one thousand one hundred (1,100) shares with a par value of one thousand one hundred euro (1,100.- EUR), to the amount of five million two hundred ten thousand seven hundred euro (5,210,700.- EUR), by the issuance of three thousand six hundred and thirty-seven (3,637) new shares with a par value of one thousand one hundred euro (1,100.- EUR) each, having the same rights and obligations as the current shares.

*Second resolution*

The actual shareholders having, to the extent necessary, totally or partially waived their preferential subscription rights, the general meeting decides to accept the subscription and payment of the three thousand six hundred and thirty-seven (3,637) new shares by CITCO HOLDINGS DENMARK ApS, having its registered office in Copenhagen, Denmark, Holbergsgade 14, 2.

*Subscription - Payment*

Thereupon appeared, CITCO HOLDINGS DENMARK ApS, here represented by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., a company having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974, by virtue of a proxy given on December 16, 2003, itself here represented by Mrs. Karine Vautrin and Ronald Chamielec prenamed, acting jointly in their respective qualities of proxyholders A, which declared to subscribe to the three thousand six hundred and thirty-seven (3,637) new shares, and to have them fully paid up in cash so that the amount of four million and seven hundred euro (4,000,700.- EUR) is at the disposal of the company; proof of the payments has been given to the undersigned notary.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

*Third resolution*

The general meeting decides to amend article 5, first paragraph of the articles of incorporation which will read as follows:

«**Art. 5. First paragraph.** The corporate capital is set at five million two hundred and ten thousand seven hundred euro (5,210.700.- EUR) represented by four thousand seven hundred and thirty-seven (4,737) shares with a par value of one thousand one hundred euro (1,100.- EUR) each.»

*Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be borne by the company as a result of the presently stated, increase of capital are estimated at approximately forty-three thousand euro (43,000.- EUR).

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille trois, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CITCO FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant de résidence alors à Hesperange, en date du 22 novembre 1999, publié au Mémorial, Recueil C numéro 95 du 28 janvier 2000. Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire soussigné de résidence alors à Hesperange, en date du 11 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil C, numéro 321 du 27 février 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Karine Vautrin, employée privée, demeurant à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, juriste, demeurant à B-Nothomb (Attert).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ronald Chamielec, employé privé, demeurant professionnellement à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital d'un montant de quatre millions sept cents euros (4.000.700,- EUR) pour le porter de son montant actuel de un million deux cent dix mille euros (1.210.000,- EUR) représenté par mille cent (1.100) actions d'une valeur nominale de mille cent euros (1.100,- EUR) chacune, à un montant de cinq millions deux cent dix mille sept cents (5.210.700,- EUR) par l'émission de trois mille six cent trente sept (3.637) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de mille cent euros (1.100,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Renonciation par les actionnaires actuels, pour autant que de besoin, à leur droit de souscription préférentielle.

3. Souscription à cette augmentation de capital et libération par apport en espèces par un actionnaire actuel CITCO HOLDING DENMARK ApS.

4. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital de la société d'un montant de quatre millions sept cents euros (4.000.700,- EUR) pour le porter de son montant actuel de un million deux cent dix mille euros (1.210.000,- EUR) représenté par mille cent (1.100) actions d'une valeur nominale de mille cent euros (1.100,- EUR) chacune, à un montant de cinq millions deux cent dix mille sept cents euros (5.210.700,- EUR) par l'émission de trois mille six cent trente sept (3.637) nouvelles actions, ayant une valeur nominale de mille cent euros (1.100,- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

*Deuxième résolution*

Les actionnaires actuels ayant, dans la mesure nécessaire, totalement ou partiellement renoncé à leur droit de souscription préférentiel, l'assemblée générale décide d'accepter la souscription et la libération des trois mille six cent trente sept (3.637) actions nouvellement émises, par CITCO HOLDINGS DENMARK ApS, ayant son siège social à Copenhague, Danemark, Holbergsgade 14, 2.

*Souscription - Libération*

Est alors intervenue, CITCO HOLDINGS DENMARK ApS, ici représentée par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., une société ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974, en vertu d'une procuration donnée le 16 décembre 2003, elle-même ici représentée par Madame Karine Vautrin et Monsieur Ronald Chamielec prénommés, agissant conjointement en leurs qualités respectives de fondés de pouvoir A, laquelle déclare souscrire aux trois mille six cent trente sept (3.637) actions nouvelles et les avoir libérées par apport en espèces d'un montant de quatre millions sept cents euros (4.000.700,- EUR) de sorte que le montant de quatre millions sept cents euros (4.000.700,- EUR) est à la disposition de la société; preuve de ce paiement a été donnée au notaire instrumentant.

Ladite procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. 1<sup>er</sup> alinéa.** Le capital social est fixé à cinq millions deux cent dix mille sept cents euros (5.210.700,- EUR) représenté par quatre mille sept cent trente sept (4.737) actions d'une valeur nominale de mille cent euros (1.100,- EUR) chacune.»

*Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ quarante trois mille euros (43.000,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire présent acte.

Signé: K. Vautrin, B. Tassigny, R. Chamielec, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2003, vol. 142S, fol. 8, case 11. – Reçu 40.007 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2004.

G. Lecuit.

(012427.3/220/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2004.

**CITCO FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 72.924.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2004.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2004.

G. Lecuit.

(012429.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2004.

---

**PHARUS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 90.212.

Le rapport annuel révisé au 30 septembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2004, réf. LSO-AM07730, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2004.

L. Palumbo / F. Nilles

*Mandataire Commercial / Sous-Directeur*

(011892.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

---

**PHARUS SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 90.212.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 23 janvier 2004*

1. L'Assemblée Générale décide de ne pas distribuer de dividende pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2003.
2. L'Assemblée Générale ratifie la cooptation de Monsieur Geoffroy Linard de Guertechin en remplacement de Monsieur Philippe Meloni.
3. L'Assemblée Générale décide de donner décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2003.
4. L'Assemblée Générale Ordinaire décide:
  - la réélection des Administrateurs suivants pour une nouvelle période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2005:
    - Monsieur Franck Payrar,
    - Monsieur Edward de Burlet,
    - Monsieur Geoffroy Linard de Guertechin,
    - Monsieur Davide Pasquali,
    - Monsieur Giovanni Berra.
  - la réélection du Réviseur d'Entreprises, PricewaterhouseCoopers, pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2005.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

*Président du Conseil d'Administration*

- Monsieur Davide Pasquali.

*Administrateurs*

- Monsieur Franck Payrar,
- Monsieur Edward de Burlet,
- Monsieur Geoffroy Linard de Guertechin,
- Monsieur Giovanni Berra.

*Réviseur d'Entreprises*

PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, B.P. 1443.  
Luxembourg, le 27 janvier 2004.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Société Anonyme

L. Palumbo / F. Nilles

*Mandataire Commercial / Sous-Directeur*

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2004, réf. LSO-AM07731. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(011897.3/1183/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

---

**THOBE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 81.878.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 décembre 2003*

Acceptation des démissions de Messieurs Norbert Schmitz, Jean Bintner et Jean-Marie Poos, en tant qu'Administrateurs. L'Assemblée leur donne décharge pour leur mandat jusqu'à ce jour.

Acceptation de la nomination de Monsieur Peter Vansant, gérant de société, demeurant au 37, avenue Grand-Duc Jean, L-1842 Howald, Madame Ruth Donkersloot, employée privée, demeurant au 16, rue de la Fontaine, L-8058 Bertrange et PROGRESS INVEST S.A., société anonyme avec siège social au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg comme Administrateurs en remplacement des précédents. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2007.

Acceptation de la démission de Monsieur Eric Herremans, Commissaire aux Comptes.

L'Assemblée lui donne décharge pour son mandat jusqu'à ce jour.

Acceptation de la nomination de la société LUXOR AUDIT, S.à r.l., dont le siège social est au 188, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Commissaire aux Comptes, en remplacement du précédent. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2007.

Le siège social est transféré au 25B Boulevard Royal, Forum Royal, Bâtiment B 10<sup>ème</sup> étage, L-2249 Luxembourg, BP 282.

*Pour la société THOBE S.A.*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2003, réf. LSO-AM05153. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012076.3/1023/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**SOPARV INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 88.297.

L'an deux mille trois, le trente décembre.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOPARV INTERNATIONAL S.A., avec siège social à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 juin 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1387 du 25 septembre 2002, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 88.297.

L'assemblée est présidée par Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Alexia Uhl, juriste, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Vania Baravini, employée privée, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

Le bureau ayant été constitué, le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 700.000,- en vue de le porter de EUR 50.000,- à EUR 750.000,- par la création de 70.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10,- émises au pair et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement souscrites par l'actionnaire majoritaire, à libérer par conversion d'une créance d'un montant de EUR 700.000,-.

2. Augmentation du capital autorisé pour le fixer dorénavant à EUR 3.500.000,- (trois millions cinq cent mille euros), qui sera représenté par 350.000 (trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

3. Fixation d'une nouvelle date d'échéance du capital autorisé.

4. Modification des alinéas 1 à 6 de l'article 5 des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 750.000,- (sept cent cinquante mille euros) représenté par 75.000 (soixante-quinze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 3.500.000,- (trois millions cinq cent mille euros) qui sera représenté par 350.000 (trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 30 décembre 2008, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de sept cent mille euros (EUR 700.000,-), pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) à sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-), par la création et l'émission de soixante-dix mille (70.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée l'actionnaire majoritaire, l'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit de souscription préférentiel.

#### *Intervention - Souscription - Libération*

Est alors intervenu l'actionnaire majoritaire, à savoir:

SOPARV, S.r.l., société à responsabilité limitée de droit italien, avec siège social à Rome (Italie), Lungotevere dei Cenci, 9,

ici représentée par Madame Vania Baravini, prénommée,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 29 décembre 2003,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Ladite intervenante, représentée comme indiqué ci-avant, déclare souscrire les soixante-dix mille (70.000) actions nouvellement émises d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

L'augmentation de capital a été entièrement libérée par conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de sept cent mille euros (EUR 700.000,-).

La réalité de cet apport a été prouvée au notaire instrumentaire par la production d'un rapport de vérification dressé par un réviseur indépendant, à savoir HRT REVISION, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, en date du 29 décembre 2003, et dont les conclusions sont les suivantes:

«A la suite de nos vérifications, nous sommes d'avis que:

1. l'apport est décrit de façon claire et précise;

2. le mode d'évaluation est approprié dans les circonstances;

3. la créance d'un montant de EUR 700.000,- est certaine, liquide et exigible et peut être utilisée pour augmenter le capital de SOPARV INTERNATIONAL S.A. de ce montant pour le faire passer de son montant actuel de EUR 50.000,- à EUR 750.000,- par la création de 70.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10,- chacune.»

Ce rapport de vérification, paraphé ne varietur, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec celui-ci.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital autorisé pour le fixer à trois millions cinq cent mille euros (EUR 3.500.000,-), représenté par trois cent cinquante mille (350.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune.

#### *Troisième résolution*

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier les six premiers alinéas de l'article cinq des statuts, lesquels auront dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5. Alinéas 1 à 6.** Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 750.000,- (sept cent cinquante mille euros) représenté par 75.000 (soixante-quinze mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 3.500.000,- (trois millions cinq cent mille euros) qui sera représenté par 350.000 (trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 30 décembre 2008, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou

même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de dix mille deux cents euros (EUR 10.200,-).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: J. Seil, A. Uhl, V. Baravini, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2004, vol. 20CS, fol. 1, case 12. – Reçu 7.000 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2004.

E. Schlessler.

(011993.3/227/119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**SOPARV INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 88.297.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 février 2004.

E. Schlessler.

(011996.3/227/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**CERIX LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 6, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 59.037.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire relative aux comptes annuels 2002, tenue de façon extraordinaire au siège social de la Société le 29 décembre 2003 à 10.00 heures*

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale, conformément à l'article 100 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, décide de poursuivre les activités de la société malgré les pertes subies.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée Générale décide de renouveler pour une durée de 6 ans les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la façon suivante:

*Administrateurs*

- Monsieur Eric Olivier, demeurant 3, rue Roberts Jones à B-1180 Bruxelles.
- Monsieur Jean-Pierre Lebfèvre, demeurant 12, boulevard J-F Kennedy à L-4943 Hautcharage.
- Monsieur Jean Van Eecke, demeurant 102, rue Defacqz à B-1060 Saint-Gilles.

*Commissaire aux comptes*

- FIDUCIAIRE REUTER-WAGNER & ASSOCIES, S.à r.l. avec siège social au 134, route d'Arlon à L-8008 Strassen. Ces mandats expirent à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires à tenir en 2009 statuant sur les comptes annuels 2008.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Strassen, le 27 janvier 2004.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2004, réf. LSO-AM07558. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(012101.3/578/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**TELE 2 EUROPE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 75, route de Longwy.  
R. C. Luxembourg B 56.944.

Les états financiers au 31 décembre 2002, tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 13 novembre 2003 et enregistrés à Luxembourg, réf. LSO-AM06912, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

Par décision de l'assemblée générale des actionnaires du 13 novembre 2003, les mandats des administrateurs M. Lars-Johan Jarnheimer et M. Francesco D'Angelo ont été renouvelés pour une année. M. Roger Mobrin, administrateur de sociétés, 75, route de Longwy, L-8080 Bertrange a été nommé administrateur pour un mandat d'une année.

Suite aux décisions prises par l'assemblée générale ordinaire du 13 novembre 2003, le conseil d'administration de la société se compose comme suit:

- M. Lars-Johan Jarnheimer, administrateurs de sociétés, demeurant à 18, Skeppsbron, S-10313 Stockholm, Suède;
- M. Francesco D'Angelo, administrateur de sociétés, demeurant à 75, route de Longwy, L-8080 Bertrange;
- M. Roger Mobrin, administrateur de sociétés, demeurant à 75, route de Longwy, L-8080 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TELE 2 EUROPE S.A.

Signature

(012313.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**OOSTSTROOM INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.  
R. C. Luxembourg B 82.225.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 30 janvier 2004 que la démission de M. Dirk C. Oppelaar en tant qu'administrateur avec effet au 25 novembre 2003 est acceptée et décharge lui est accordée pour l'exécution de son mandat.

M. Bart Zech, avec adresse professionnelle au 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, a été nommé nouvel administrateur avec effet au 25 novembre 2003. Il terminera le mandat de son prédécesseur qui prendra fin lors de l'assemblée générale de l'année 2006.

Luxembourg, le 30 janvier 2004.

R. P. Pels.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2004, réf. LSO-AN00776. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(012325.3/724/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2004.

**ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
H. R. Luxemburg B 27.856.

dit-Absolute Return Allocation, dit-Absolute Return Allocation Plus, dit-Euro Protekt Dynamik, dit-Euro Protekt Dynamik II, dit-Euro Protekt Dynamik III, dit-Euro Protekt Dynamik Plus, dit-Stiftungsfonds Balanced, dit-Stiftungsfonds Bonds.

Die ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. (die Verwaltungsgesellschaft) hat mit Zustimmung der Depotbank beschlossen, mit Wirkung zum 13. Februar 2004 die Verkaufsprospekte und die Verwaltungsreglements der o.g. Sondervermögen den Bestimmungen des Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinschaftliche Anlagen anzupassen. Der Erwerb von Zielfondsanteilen wird auf maximal 10% des Nettofondsvermögens begrenzt:

Mit Wirkung zum 31. März 2004 treten die nachfolgend genannten Änderungen in Kraft

Für die Fonds dit-Absolute Return Allocation und dit-Absolute Allocation Plus wird das Geschäftsjahr auf die Periode 1. April bis 31. März verlegt. Das laufende Geschäftsjahr endet somit bereits am 31. März 2004.

Für den Fonds dit-Stiftungsfonds Bonds sind folgende Vorschriften zur Deckungsstockfähigkeit in die Anlagepolitik aufgenommen worden:

Der Fonds zielt in seiner Anlagepolitik auch darauf ab, die Vorschriften der Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht bezüglich der Deckungsstockfähigkeit zu erfüllen. Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend (d.h. zu mehr als 50%) angelegt sein in Schuldverschreibungen im Sinne der folgenden Unterpunkte:

a) Pfandbriefen, Kommunalobligationen und andere Schuldverschreibungen von Kreditinstituten mit Sitz in einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums («EWR»), wenn die Kreditinstitute aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber dieser Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen und die mit der Ausgabe der Schuldverschreibungen aufgenommenen Mittel nach den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich aus ihnen ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und die bei einem Ausfall des Ausstellers vorrangig für die fällig werdenden Rückzahlungen und die Zahlung der Zinsen bestimmt sind;

b) Schuldverschreibungen:



- die in einen organisierten Markt nach Art. 1 Nr. 13 Wertpapierdienstleistungsrichtlinie (93/22/EWG) einbezogen sind, oder
- deren Einbeziehung in einen solchen organisierten Markt nach den Ausgabebedingungen zu beantragen ist, sofern die Einbeziehung dieser Schuldverschreibungen innerhalb eines Jahres nach ihrer Ausgabe erfolgt, oder
- die an einer Börse in einem Staat außerhalb der EWR zum amtlichen Handel zugelassen sind.

Die aktualisierten Verkaufsprospekte mit den geänderten Verwaltungsreglements sowie die vereinfachten Prospekte sind bei der Verwaltungsgesellschaft und den Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

Luxemburg, im Februar 2004.  
(00566/755/38)

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank.

---

**CEMFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 51.591.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société le 31 mars 2004 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des résolutions prises par le Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

I (00688/802/17)

Le Conseil d'Administration.

---

**FORFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 51.517.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société le 31 mars 2004 à 9.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des résolutions prises par le Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

I (00689/802/17)

Le Conseil d'Administration.

---

**AMIPAR HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 62.159.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme AMIPAR HOLDING S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi, 26 mars 2004 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

I (00529/000/15)

Le Conseil d'Administration.

---

**GALINVEST S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 51.518.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société le 31 mars 2004 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des résolutions prises par le Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

I (00690/802/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**DEXIA PATRIMONIAL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 46.235.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 4 mars 2004, les actionnaires sont invités à assister à la

**DEUXIEME ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 avril 2004 à 11.00 heures au siège social de la SICAV, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante: «L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs de toutes espèces, en parts d'organismes de placement collectif, et en instruments du marché monétaire tels que définis à l'article 41, paragraphe 1 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif (la «loi du 20 décembre 2002») dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses portefeuilles.  
La Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son but au sens le plus large dans le cadre de la loi du 20 décembre 2002.»
2. Modification de l'article 5 des statuts pour:
  - a) compléter le 2<sup>ème</sup> paragraphe qui mentionne que «le produit de l'émission de chacun des compartiments sera placé, suivant l'Article trois ci-dessus, en valeurs mobilières et autres avoirs correspondant à tel type spécifique d'actions ou obligations» par «et/ou dans d'autres actifs financiers liquides comme mentionnés à l'article 41 de la loi du 20 décembre 2002», suivant...compartiment».
  - b) stipuler que le capital minimum est d'EUR un million deux cent cinquante mille dans le 5<sup>ème</sup> paragraphe.
3. Ajout d'un 9<sup>ème</sup> paragraphe à l'article 14 des statuts, dont la teneur est la suivante: «Les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises lors d'une réunion par téléphone ou par télé/vidéoconférence. Dans ce cas, les décisions régulièrement prises seront portées par après sur un procès-verbal régulier.»
4. Modification de l'article 20 des statuts pour remplacer la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002.
5. Modification de l'article 23 des statuts pour remplacer le texte du 2<sup>ème</sup> paragraphe du point D.d) par le texte suivant: «La Société constitue une seule et même entité juridique. Toutefois, les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment; dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.»
6. Modification du 2<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 27 des statuts pour remplacer la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002.
7. Modification de l'article 29 des statuts pour remplacer la référence à la loi du 30 mars 1988 par la référence à la loi du 20 décembre 2002.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de cette deuxième assemblée générale extraordinaire ne requièrent aucun quorum; les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale extraordinaire devra en aviser la SICAV au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée.

L'actionnaire détenant des actions au porteur devra en outre déposer ses actions au moins deux jours francs avant la tenue de l'assemblée aux guichets de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

I (00756/755/45)

*Le conseil d'administration.*

**LAGFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 51.599.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société le *31 mars 2004* à 16.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des résolutions prises par le Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

I (00691/802/17)

*Le Conseil d'Administration.*

**SOFIAG S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R. C. Luxembourg B 47.304.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *25 mars 2004* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 novembre 2003, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2003.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Démission d'un Administrateur et décharge à lui donner.
6. Nomination d'un nouvel Administrateur.
7. Divers.

I (00692/1023/18)

*Le Conseil d'Administration.*

**LION-INTERGESTION, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 27.033.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *1<sup>er</sup> avril 2004* à 11.00 heures au Siège Social de la Société, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Nomination du Président de l'Assemblée.
2. Présentation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
3. Approbation des Bilan et Comptes de Pertes et Profits au 31 décembre 2003.
4. Affectation des résultats: proposition de reporter le résultat de l'exercice.
5. Décharge des Administrateurs, de l'Administrateur-Délégué et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2003.
6. Elections statutaires:  
Reconduction du mandat de Monsieur Patrick De Fruigier, Monsieur Pierre-Paul Cochet, Monsieur Yves Deborgher en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires en 2005.  
Reconduction du mandat de PricewaterhouseCoopers en qualité de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires en 2005.
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs au moins avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés de faire connaître à la société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procurations sont disponibles sur simple demande au siège social de la société.

I (00775/755/32)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**CREOLA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 65.349.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 30 mars 2004 à 10.00 heures au siège social avec pour:

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00582/755/18)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**HADEMAR S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R. C. Luxembourg B 77.719.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le mardi 13 avril 2004 à 12.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration.
- Rapport du Commissaire aux Comptes.
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003 et affectation des résultats.
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (00654/755/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**ARBED, Société Anonyme.**

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.  
R. C. Luxembourg B 6.990.

Les actionnaires de la société anonyme ARBED sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra le vendredi 26 mars 2004 à 11.00 heures, au siège social, 19 avenue de la Liberté à Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et attestation du réviseur d'entreprises sur les comptes annuels de l'exercice 2003.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'article 30 des statuts (\*).

Le dépôt des actions au porteur pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 20 mars 2004 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après au Grand-Duché de Luxembourg:

- 1) au siège social, 19 Avenue de la Liberté, à Luxembourg;
- 2) à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG;
- 3) à la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à Luxembourg;
- 4) à la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT.

Les procurations devront être parvenues au plus tard le 22 mars 2004 au siège de la société.

(\*) Article 30 des statuts:

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires. Chaque action donne droit à une voix.

Pour avoir droit d'assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres aux lieux et entre les mains désignés par le conseil d'administration, cinq jours au moins avant la date fixée pour chaque assemblée. Il est remis à chacun d'eux une carte d'admission, qui est nominative et personnelle et qui constate le nombre d'actions déposées.

Les titulaires d'actions nominatives, inscrits sur le registre des actions nominatives depuis plus de cinq jours, sont admis à l'assemblée sans autre formalité.

*Le Conseil d'Administration*

M. Wurth

*Président*

I (00734/1055/37)

---

**ANDROMEDE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 32.594.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 19 mars 2004 à 15.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectations des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Nomination des administrateurs et du commissaire.
5. Divers.

II (00127/660/15)

*Pour le Conseil d'Administration.*

---

**DEMA S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 39.335.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 19 mars 2004 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Nomination des administrateurs et du commissaire.
5. Divers.

II (00128/660/15)

*Pour le Conseil d'Administration.*

---

**PANI S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R. C. Luxembourg B 20.973.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 19 mars 2004 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.

4. Nomination des administrateurs et du commissaire.
5. Divers.

II (00129/660/15)

*Pour le Conseil d'Administration.*

---

**FORALIM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 64.626.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *18 mars 2004* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

II (00326/795/17)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**PLETOR HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.  
R. C. Luxembourg B 52.731.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *18 mars 2004* à 14.00 heures au siège social, dans les bureaux de la FIDUCIAIRE JEAN REUTER, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes annuels 2003 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Vote sur les comptes annuels 2003 et les actes posés par le conseil d'administration.
3. Vote sur l'affectation des résultats.
4. Vote sur la décharge aux administrateurs et commissaire.
5. Divers.

Cette Assemblée délibérera valablement quelque soit la part du capital représentée et votera à la majorité simple. Les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard 5 jours francs avant la date de l'Assemblée auprès de la KREDIETBANK S.A. à son siège à Luxembourg.

*Pour le Conseil d'Administration*

J. Reuter

*Administrateur-Délégué*

II (00496/517/22)

---

**AUDIOLUX, Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 6, rue Albert Borschette.  
R. C. Luxembourg B 27.301.

Les actionnaires de la société anonyme AUDIOLUX sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu jeudi, le *18 mars 2004* à 11.00 heures, au siège social, 6, rue Albert Borschette à Luxembourg-Kirchberg, à l'effet de délibérer sur les points suivants:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 2003;
2. Lecture du rapport du réviseur d'entreprises;
3. Approbation des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2003;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge aux administrateurs;
6. Nominations statutaires;
7. Désignation du réviseur d'entreprises;
8. Autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions;
9. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée doivent, conformément à l'article 9 des statuts, déposer leurs titres pour vendredi, le 12 mars 2004 au plus tard, auprès de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT ou de la DEXIA-BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un autre actionnaire dans les conditions déterminées par l'article 9 des statuts; les procurations doivent être déposées auprès des mêmes banques vendredi, le 12 mars 2004 au plus tard.

*Pour le Conseil d'Administration*

F. Tesch

*Président*

II (00574/000/28)

---

**SIRAMOT S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 7.009.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 18 mars 2004 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2003,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

II (00564/000/16)

*Le Conseil d'Administration.*

---

**AUREA FINANCE COMPANY, Société Anonyme.**

Siège social: Steinsel, 50, rue Basse.

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires d'AUREA FINANCE COMPANY se tiendra selon les statuts le vendredi 19 mars 2004 à 16.00 heures au siège social de la société, 50, rue Basse à Steinsel, Grand-Duché de Luxembourg.

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice écoulé.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2003.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003 et quitus aux administrateurs pour leur gestion.
4. Répartition du bénéfice net distribuable.
5. Election des administrateurs pour une période s'écoulant de la date de cette assemblée jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2004, à savoir: Messieurs Denis Dalibot, Christian Billon, Jacques Bruxer, Foucauld de Tinguy du Pouët et Henri de Crouy-Chanel.
6. Renouvellement de la délégation de pouvoir à Monsieur Henri de Crouy-Chanel.

Les actionnaires ayant l'intention d'assister à cette assemblée sont priés de bien vouloir en aviser la société par lettre, télécopie ou téléphone au moins une heure avant l'ouverture de ladite assemblée.

II (00575/1593/20)

---

**RENT SERVICES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.  
R. C. Luxembourg B 50.814.

Suivant l'article 70 de la loi sur les sociétés commerciales le conseil d'administration a l'honneur de communiquer que

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires aura lieu à Pétange, 81, rue J.B. Gillardin, le 17 mars 2004 à 14.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Allocution du président
2. Vérification des droits de vote à l'assemblée générale extraordinaire
3. Rapport du conseil d'administration

4. Décision concernant les activités de la société
5. Divers

RENT SERVICES S.A.

Signature

II (00644/000/18)

---

**PATRI S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 67.161.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *16 mars 2004* à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport du commissaire pour l'exercice comptable clôturant le 31 décembre 2003 et approbation des comptes annuels;
2. Affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat;
4. Rémunération des administrateurs;
5. Divers.

II (00645/000/16)

---

**PATRINVEST, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 69.080.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *16 mars 2004* à 11.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport du Conseil de surveillance pour l'exercice comptable clôturant le 31 décembre 2003 et approbation des comptes annuels;
2. Affectation du résultat;
3. Rémunération du Gérant;
4. Décharge au Gérant et au Conseil de surveillance pour l'exercice de leur mandat;
5. Opérations en relation avec l'article 57 LSC;
6. Délibération conformément à l'article 100 LSC;
7. Divers.

II (00646/000/18)

---